

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

LE CAPITALISME, C'EST LE CHAOS ET LA MISERE UNE SEULE ISSUE : LA LUTTE DE CLASSE

Pendant tout l'été, les médias bourgeois nous ont abreuvés d'images hallucinantes, répétitives : celles de longs cortèges d'hommes, de femmes, de vieillards et d'enfants hagards, démunis, ballotés le long des routes, de zones de combat en zones de combat. Ainsi, en moins d'un mois, on a assisté à l'exode successif estimé de 50 000 bosniaques venant des enclaves de Srebrenica et de Zepa, de 150 000 serbes de Krajina fuyant l'armée croate, de 50 000 croates et bosniaques évacuant la région de Banja Luka. En chaque occasion, les bourgeoisies occidentales, avec force pleurnicheries et simagrées ont fait semblant de s'appitoyer sur le sort de ces populations bombardées et chassées de tous

les côtés. Quelle hypocrisie sans borne, quel cynisme sans nom alors que ce sont les grandes puissances les principales responsables du nouveau pas franchi aujourd'hui dans l'escalade guerrière en ex-Yougoslavie !

Mais cette réalité meurtrière du capitalisme ne frappe pas seulement les populations civiles de contrées éloignées. Plus le capitalisme s'enfoncé dans sa propre décomposition, plus la barbarie s'approche des pays les plus industrialisés. Ainsi, ces dernières semaines, les deux attentats terroristes en plein Paris, sont venus rappeler à la classe ouvrière des pays centraux d'Europe occidentale qu'elle ne peut plus être épargnée par les bains de sang et les massacres aveugles.

Les médias ne se sont pas privés de se saisir de ces événements pour créer un état de choc dans la population en émettant avec force commentaires le spectacle des victimes carbonisées ou mutilées par l'explosion des deux bombes « artisanales ». C'est à travers ce « traitement » de l'information que l'Etat bourgeois cherche à nous inoculer un sentiment d'insécurité permanente.

Et pour augmenter l'efficacité de son intoxication idéologique, la classe dominante ne s'est pas contentée d'exploiter les événements sanglants de l'actualité. La commémoration du cinquantenaire du bombardement atomique d'Hiroshima et Nagasaki lui a encore donné l'occasion d'enfoncer le clou : après un demi-siècle de « black

out » quasi-total, l'horreur de l'apocalypse s'est largement étalée pendant plusieurs semaines sur les écrans de télé. Ce n'est en effet pas un hasard si la bourgeoisie sort aujourd'hui les images qu'elle a conservées précieusement dans ses archives : celles des effets effroyables de la « bombe » sur des milliers d'êtres humains (voir article page 4).

Ainsi, grâce à ses médias aux ordres, la bourgeoisie a mis à profit la trêve des congés d'été pour mener une gigantesque offensive idéologique contre la classe ouvrière. L'exploitation des événements d'hier et d'aujourd'hui n'ont qu'un seul objectif : paralyser les prolétaires, leur insuffler un sentiment d'impuissance face à la barbarie de son

système. Elle veut leur faire croire qu'ils n'ont comme seule solution que de s'en remettre aux forces de destruction et de répression de l'Etat démocratique, à sa puissance de feu seule capable de mettre fin à la guerre, à sa police musclée, seule capable de les protéger contre les attentats terroristes.

Si la bourgeoisie n'a pas lésiné sur les moyens pour faire passer son message, c'est justement parce qu'elle sait que la classe ouvrière est la seule force capable d'offrir une perspective à l'humanité. Elle sait que c'est à partir de ses luttes de classe exploitée, pour la défense de ses conditions de vie, contre la misère et le chômage que le prolétariat

(SUITE PAGE 3)

EX-YOUGOSLAVIE

Les grandes puissances sont les vrais responsables de la guerre

Ce sont les grandes puissances capitalistes, à travers leurs sanglantes rivalités impérialistes, au gré de leurs convergences momentanées d'intérêts dominés par la lutte de tous contre tous, qui ne cessent d'attiser le déchaînement de cette horreur et de cette barbarie, comme elles n'ont pas cessé de le faire depuis quatre ans. Ce sont elles qui ont encouragé, chacune de leur côté, les opérations de « nettoyage » et de « purification ethnique » pratiquées par les cliques nationalistes rivales sur le terrain.

Les populations otages et victimes des rivalités entre grandes puissances

C'est ainsi que la Forpronu, sous l'égide de la France et de la Grande-Bretagne, a donné son aval aux Serbes de Bosnie pour éliminer les poches de Srebrenica et de Zepa. Tandis que ces deux puissances polarisaient l'attention sur leur « mission de protection » autour de Gorazde et de Sarajevo, la Forpronu prêtait main-forte aux Serbes pour vider les enclaves de leurs occupants. Sans cette aide, l'éjection de tous ces réfugiés n'aurait jamais été possible. De fait, la « protection » de ces enclaves par l'ONU avait permis aux Serbes de porter leurs efforts militaires sur des zones de confrontation

plus vitales. Et pour que ces enclaves puissent être récupérées par les forces serbes au moment le plus opportun, l'ONU avait même préalablement désarmé leur population, bien entendu sous couvert de « sa mission pour la paix ». Le gouvernement bosniaque lui-même s'est fait le complice de ce forfait, démontrant le peu de cas qu'il faisait aussi de sa chair à canon, en parquant les populations déplacées à l'intérieur des zones de combat.

Tout cela a été ponctué, notamment en France, par une odieuse propagande guerrière à géométrie variable, en priorité destinée à justifier les agissements de plus en plus ouvertement pro-serbe de la FRR : la presse s'est faite de plus en plus l'écho que « les troupes serbes n'ont pas le monopole des exactions », puis a prétendu que la majorité des soldats français tués ont été abattus par des snipers bosniaques et non par des Serbes ou que le carnage du marché de Sarajevo en été 94 était peut-être dû à un tir d'obus bosniaque. Depuis l'exode des Serbes de la Krajina faisant suite à l'offensive croate sévèrement condamnée par la France, et l'évocation d'un convoi de civils mitraillé par l'armée croate, la propagande a pris de plus en plus une tournure anti-croate. On a évoqué le parallèle avec l'appui des « oustachis » croates à l'Allemagne hitlérienne. Enfin, plus prudemment, le

battage idéologique tend à revenir à l'affirmation que « dans une guerre, tous les camps commettent les mêmes atrocités ».

Mais les autres grands brigands impérialistes se comportent de façon tout aussi répugnante en se combattant les uns les autres, par cliques slaves interposées, et en poursuivant, chacun de leur côté, la défense de leurs sordides intérêts, au détriment direct des populations, partout transformées en otages permanents, en victimes de leurs règlements de compte. C'est cette concurrence entre eux qui plonge toujours davantage la Yougoslavie dans un bain de sang.

Derrière l'offensive croate, l'Allemagne et les Etats-Unis

Ainsi, l'offensive croate dans la Krajina a-t-elle été préparée à l'avance, organisée et dirigée avec maestria à la fois par l'Allemagne et surtout par les Etats-Unis qui en étaient les véritables instigateurs. La constitution d'une véritable armée croate (100 000 hommes pour investir la Krajina) a été puissamment aidée par l'Allemagne, qui lui a manifesté un soutien discret mais constant et efficace, notamment à travers la livraison de matériel militaire lourd en provenance de l'ex-RDA, via la Hongrie. La reconquête de la Krajina cor-

respond à un succès et à une avancée indiscutables pour l'Allemagne. Elle permet en priorité à la bourgeoisie germanique de faire un grand pas dans la direction de son objectif stratégique essentiel : l'accès aux ports dalmates sur toute la côte adriatique qui lui libèrent un débouché en eau profonde vers la Méditerranée. La libération de la Krajina, et de Knin en particulier, ouvre en même temps à la Croatie et à sa vieille alliée, l'Allemagne, un carrefour routier comme ferroviaire, reliant le sud et le nord de la Dalmatie. La bourgeoisie allemande était de même particulièrement intéressée comme la

Croatie par l'élimination de la menace serbe pesant sur la poche de Bihac, faisant office de verrou à toute la côte dalmate.

Pour la bourgeoisie américaine, il s'agit par contre d'une victoire à la Pyrrhus. Face à son échec et à l'enlèvement de la situation en Bosnie depuis trois ans, elle était placée une nouvelle fois devant la nécessité de réaffirmer son leadership à l'échelle mondiale, sans pouvoir justifier, ni assurer une présence militaire massive sur le terrain. Elle s'est retrouvée contrainte de riposter, surtout face aux initiatives

(SUITE PAGE 4)

Sommaire

FRANCE

- Attentats à Paris : le terrorisme est une arme de la bourgeoisie p.2
- Toujours plus de misère pour la classe ouvrière p.2
- Campagne sur la mendicité p.2
- Pacifistes, bellicistes, même combat p.3
- Voyage de Chirac en Afrique p.3

CRISE ET GUERRES IMPERIALISTES

- Hiroshima, Nagasaki : crimes et mensonges de la démocratie p.4
- Crise économique : vers de nouvelles catastrophes p.5

Cours historique

- La perspective historique est toujours aux affrontements de classes p.5

Friedrich Engels

- Il y a cent ans disparaissait un grand « forgeron du socialisme » p.6

Le combat permanent des révolutionnaires contre la guerre

- Septembre 1915, la conférence de Zimmerwald p.8

ATTENTATS A PARIS

Le terrorisme est une arme de la bourgeoisie

Paris, pendant les mois d'été, vient de connaître deux attentats, le 25 juillet dans le RER à la station Saint-Michel et le 17 août sur la place de l'Etoile.

La bourgeoisie française présente ces attentats sanglants qui frappent la population comme l'oeuvre d'individus ou de fractions armées irresponsables ou sans foi ni loi. Il s'agit pour la bourgeoisie et son Etat de dégager leur responsabilité et celle du système capitaliste, il s'agit d'en cacher toute la barbarie et toute la pourriture.

L'Etat bourgeois peut très légalement et très démocratiquement tuer des centaines de milliers de personnes en lançant une bombe atomique sur Hiroshima ou Nagasaki au Japon. L'Etat capitaliste français peut tuer en lançant une bombe sur Pale au cours de cet été en Bosnie, etc. La liste des exactions du capitalisme et de la bourgeoisie «démocratique» et «humaniste» est longue. Elles sont «légalistes» et «justes» (!?), c'est la guerre... Mais l'acte barbare qui consiste à placer une bombe dans le métro ou aux Champs Elysées, un soir, à 17 heures, est, pour l'Etat bourgeois, «inadmissible». En effet, pour lui, il ne serait pas de même «nature» ! Tout cela n'est que pure propagande bourgeoise, propagande qui cherche à nous enchaîner aux intérêts impérialistes de la bourgeoisie française.

Le capitalisme français est aussi responsable

Il est clair que la politique impérialiste du capitalisme français est responsable de cet acte de guerre :

- que les auteurs en soient le GIA algérien (réponses de ces fractions capitalistes à la politique impérialiste de l'Etat français en Algérie) ;
- que les auteurs appartiennent à l'un ou l'autre camp en présence dans l'ex-Yougoslavie ou dans une toute autre partie du monde.

Nous ne tenterons pas de rechercher à qui profite le crime. Constatons toutefois que ces derniers attentats ont permis à l'ensemble de la bourgeoisie française, soutenant comme un seul homme la politique impérialiste du gouvernement Juppé, d'entonner les trompettes de l'union nationale, de la droite à la gauche, en passant par les syndicats. Ces derniers, alors que des mesures drastiques du gouvernement sont mises en place le 1er août, notamment le relèvement du taux de la TVA et la hausse des tarifs des services publics, ne disent rien à une époque de l'année où, habituellement, ils fourbissent leurs armes pour dénoncer «*les mauvais coups de l'été*» et appeler à une «*rentrée chaude*».

La classe ouvrière doit dénoncer la barbarie guerrière et la terreur des attentats

A de nombreuses reprises, nous avons dénoncé le terrorisme et les campagnes anti-terroristes comme étant des armes de la bourgeoisie contre la classe ouvrière (voir notamment «*RI*» n° 142, mars 1986, au moment de la vague d'attentats qui avait secoué la France).

En 1986, les attentats ont permis à la bourgeoisie française de mener une campagne aux côtés des Etats-Unis contre la Libye et l'Iran. En 1982, les attentats de Beyrouth, au moment de l'intervention des Etats-Unis, de la

France, de l'Italie et de la Grande-Bretagne, avaient permis de justifier les bombardements des mirages français sur Baalbek, «*foyer de terroristes iraniens*». On voit que ces attentats avaient permis directement le déchaînement de campagnes guerrières et impérialistes en France.

Mais il existe aussi un autre volet. Les derniers attentats permettent, comme en 1982 et 1986, le développement de la psychose de peur pour un renforcement de l'Etat policier. La présence de policiers partout, dans la rue, dans le

métro ou le train, par centaines, dans tous les quartiers de Paris ou de banlieue, parle d'elle-même. Il ne s'agit pas de défendre la classe ouvrière ou la population, la présence policière n'a jamais empêché les terroristes d'agir. Il s'agit tout simplement de quadriller la population de façon toujours plus large, et surtout la classe ouvrière, à un moment où elle est attaquée économiquement de façon encore plus forte. La bourgeoisie a peur d'un développement de la lutte de classe et se prépare à une répression accrue contre la classe ouvrière.

Les ouvriers doivent savoir à quoi s'en tenir. Ils n'ont aucun intérêt en commun avec l'Etat bourgeois et impérialiste. Le capitalisme nous attaque toujours plus fort, on nous demande plus d'efforts et on nous promet plus d'austérité et de chômage et, en même temps, on tente de nous prendre en «*otage*» dans les transports en commun, etc. Il est plus que temps de réagir contre la folie guerrière du capitalisme. Seule la lutte des ouvriers mettra fin à cette barbarie sanglante du capitalisme en décomposition.

Lydia 21/08/95.

MESURES D'AUSTERITE

Toujours plus de misère pour la classe ouvrière

Comme chaque année durant la période estivale, la bourgeoisie, au nom du «*changement*», de la «*lutte contre le déficit public et le chômage*», vient de prendre une série de mesures antiouvrières. Comme toujours, les coups bas ont été fomentés et appliqués en coulisse : relégués médiatiquement au second plan, notamment durant la période qui a suivi l'attentat dans le métro à Paris. Mais ce qui change, c'est la violence des attaques portées à grands coups de masse sur la tête des ouvriers. Devant rattraper un ensemble de mesures que la gauche n'avait pu prendre, sous risque d'être trop gravement discréditée, devant faire en plus face à l'aggravation catastrophique de la crise économique et au déficit public, le gouvernement n'a eu d'autre choix que d'attaquer très fortement la classe ouvrière.

Il est d'abord clair que le chômage massif s'est définitivement installé et il ne fait aucun doute qu'il continuera de progresser de façon dramatique. Contrairement aux discours mensongers sur une quelconque amélioration de l'emploi, les annonces de suppressions de postes et les licenciements continuent toujours de pleuvoir.

Un fond de chômage massif...

Les exemples ne manquent pas : la SNECMA a annoncé un plan de suppression de 5 000 postes, et d'ici à mars 1996 le Crédit Lyonnais prévoit 2 010 suppressions d'emplois, etc. La liste pourrait s'allonger, notamment en tenant compte de tous les licenciements qui ont eu lieu à la veille des vacances dans de nombreuses PME. Tous les secteurs et toutes les catégories sociales sont touchés, y compris les RMistes, dont les allocations sont remises en cause. En ligne de mire, on trouve également la Fonction Publique. En plus du gel des salaires prévu pour les fonctionnaires, de la «*mobilité des agents*» et de «*l'annualisation du temps de travail*», la bourgeoisie est en train de concocter d'autres attaques d'envergure, avec en perspective la volonté de faire disparaître des dizaines de milliers de postes. Et, sous prétexte de «*supprimer les privilèges*», l'allongement de la durée d'activité et de cotisation pour les retraites.

Mais, pourrait-on nous rétorquer, il faut tenir compte du contrat initiative-emploi (CIE) ! Selon un député de la majorité, ce projet ne serait que du vent : «*le ciblage peut aboutir à certains effets qui au mieux rendront la mesure inutile.*» (1)

En réalité, les objectifs de la bourgeoisie sont clairs, bien qu'inavouables :

- créer une main d'oeuvre flexible à très bas prix, susceptible de remplacer les ouvriers en contrat à durée indéterminée ;
- généraliser les «*petits boulots*» et faire baisser artificiellement les chiffres du chômage.

Cela, alors qu'un nouveau mode de calcul permet déjà de rayer un très grand nombre de chômeurs des listes de l'ANPE. Officiellement, on ne compte pas moins de 4,47 millions de personnes «*en marge de l'emploi*». (2) Dans l'esprit de la bourgeoisie, les chiffres du chômage doivent «*réfléter plus fidèlement un monde du travail éclaté, précarisé, marqué par le temps partiel et les contrats instables*». (3) Ainsi, la classe dominante veut nous habituer à la misère ! Pour cela, elle utilise par exemple la campagne médiatique sur la mendicité, pour pousser les ouvriers à accepter avec résignation leurs conditions d'exploitation. En dehors du fait qu'elle révèle le niveau de dégradation du corps social, cette campagne exhibe la réalité qui s'offre de plus en plus aux prolétaires et à leurs enfants : un avenir où on ne peut écarter les risques de sombrer dans la clocharisation. Et avec les attaques portées, il est clair qu'un grand nombre de familles ouvrières vont plonger dans la pauvreté.

...accompagné de violentes attaques

Alors que les salaires nets ont baissé l'an dernier, le tour de vis des nouveaux prélèvements va venir cette fois amputer lourdement un pouvoir d'achat toujours plus maigrichon. Au relèvement du taux normal de la TVA de deux points, il faudra ajouter la hausse annuelle de nombreux produits et services, plus fortement taxés que de coutume. Les transports parisiens, par exemple, ont été touchés par la hausse (RATP et SNCF : 4,4% en plus), les factures de gaz et d'électricité ont augmenté, le litre d'essence aussi, le tabac a été majoré de 6%, etc.

Or, à en croire la bourgeoisie, il s'agirait d'un impôt «*mistigri*», qui doit pénaliser un peu tout le monde et... finalement personne. Mensonge ! Car se sont les bas salaires, ceux des ouvriers qui vont surtout trinquer.

Pourtant, tout ceci n'est que bagatelle à côté de la fiscalité et des mesures qui vont secouer la Sécurité sociale ; mesures que l'ex-ministre Alain Madelin a récemment rendues publiques et qui avaient été soigneusement planquées par Sarkozy pour cause de campagne électorale.

En fait, un «*véritable chamboulement du système de prélèvements obligatoires*» va avoir lieu, dont les principes vont «*plumer*» les ouvriers. Et c'est pour faire passer la pilule que les médias vont être amenés à poursuivre leurs sales campagnes destinées à culpabiliser ceux qui «*abusent*» ou «*profitent*» de la Sécu.

Pour l'essentiel, le projet du gouvernement repose à la fois sur l'élargissement de l'assiette de la CSG à des revenus exonérés, sur une hausse de cette dernière (sans compter qu'une annulation de remise forfaitaire, d'un montant de 42 francs par mois, est déjà appliquée), et sur la hausse de l'impôt sur le revenu qui va toucher prioritairement les bas salaires.

Les revenus de l'épargne populaire (livret A, Codevi, etc.) vont ainsi faire l'objet d'une ponction systématique. Mais il s'agira également et surtout, de prélever sur les allocations familiales, sur les retraites, de supprimer les abattements dont bénéficiaient les personnes âgées ou retraitées, et enfin, de taxer les allocations chômage atteignant le SMIC (avant d'étendre la ponction !). Il est clair que tout ceci n'est pas fini et que d'autres mesures salées vont être prises et annoncées ultérieurement. Désormais, c'est tout le volet social mis en place par «*l'Etat providence*», qui est en train de voler en éclats. Maintenant, c'est le coeur du prolétariat qui est attaqué de plein fouet.

Les ouvriers ne doivent pas se faire d'illusions. Il n'y aura pas d'état de grâce avec le nouveau gouvernement. La droite ne fait que poursuivre la politique d'austérité déjà mise en oeuvre par la gauche. Face à la violence des attaques, les ouvriers n'ont pas d'autre choix que celui de riposter.

W (26.08)

- (1) Libération du 28.07
- (2) Info-Matin du 04.08
- (3) Idem

MENDICITE

Une campagne dirigée contre la classe ouvrière

Au début du mois de juillet, une douzaine de maires, de droite comme de gauche, ont affiché un arrêté municipal interdisant la mendicité (Avignon, Pau, Perpignan, La Rochelle, etc.). Cette volonté de «*purification des rues*», à l'heure où la décomposition sociale, la marginalisation, se généralisent, démontre que la répression est la seule réponse de la bourgeoisie à l'encontre de ceux qu'elle «*exclut*». Aujourd'hui, la réaction des maires, «*encadrés par la circulaire Debré*», vient durcir un peu plus les mesures de police prises à l'encontre des «*mendiants*», en les chassant brutalement des lieux publics, afin qu'ils aillent «*crever loin des regards*».

La bourgeoisie a d'abord cherché à légitimer par l'alibi sécuritaire la circulaire qui cautionne les interdictions. Et pour mieux la faire passer, elle s'est partagée le travail. C'est ce qui explique par exemple les critiques du Premier Ministre et du Secrétaire d'Etat à l'Action humanitaire. Une partie de la gauche, relayée par quelques associations, a emboîté le pas en se positionnant publiquement contre la circulaire Debré et les arrêtés municipaux, pour mieux préconiser le renforcement de l'ilotage policier dans les villes. A travers cela, toute une campagne idéologique s'est développée pour tenter de diviser les ouvriers et pourrir leur conscience. Les ouvriers étaient conviés à se positionner, et donc, à se diviser... POUR OU CONTRE les décrets. Le piège démocratique bourgeois était désormais tendu !

Sur le terrain, les initiatives se sont multipliées, semant le plus possible la confusion. Ainsi, par exemple, une manifestation a été organisée à La Rochelle le 11 juillet dernier «*contre l'arrêté du maire*», suivie quelques jours plus tard d'une «*nuit des allongés*», orchestrée par le DAL (Droit au Logement) et des artistes.

Cette manœuvre de division vis à vis du prolétariat s'accompagne d'un travail insidieux de propagande, sur le mode «*vous n'avez pas à vous plaindre, il y a beaucoup plus malheureux que vous*», visant à faire accepter aux ouvriers la dégradation de leurs propres conditions d'exploitation (voir l'article ci-contre).

Derrière cette agitation, la gauche cherche à faire oublier ses années au gouvernement, où les mesures qu'elle a prises ont accéléré le chômage et la misère. En fait, c'est toute la bourgeoisie, de droite comme de gauche, qui cherche à masquer que c'est le système capitaliste pourrissant, au même titre qu'il engendre toujours davantage de chômage et d'exploitation pour les prolétaires, qui est le responsable de la décomposition de tout le tissu social. C'est lui qui fait s'entasser, en toujours plus grand nombre dans les villes, des «*zonards*» qu'il est incapable de nourrir et qu'il jette dans la rue, comme du vieux linge sale. Ces vagabonds clocharisés, tenus en marge de toute activité sociale, sont, eux aussi, une des expressions les plus claires de la faillite irrémédiable du capitalisme.

W.

Pacifistes, bellicistes, même combat

Face à la décision impromptue de redémarrer les essais nucléaires in vivo, le tollé international en vue du boycott des produits français, la résiliation de la commande d'avions militaires Dassault par l'Australie, constituent un manque considérable à gagner. La bourgeoisie française a connu des boycottages plus pesants encore à l'époque où De Gaulle avait décidé de quitter l'OTAN ou lorsque l'Etat de Mitterrand avait fait couler le Rainbow Warrior I, il y a dix ans.

Mais aujourd'hui, la politique de «chacun pour soi» dans laquelle sont engagées toutes les puissances impérialistes exige d'arborer la panoplie militaire la plus impressionnante dans un monde déstabilisé, désordonné et où les ogives nucléaires doivent rester pointées vers le ciel pour être dirigées vers les prochains ennemis.

Un tohu-bohu mondial utile à tous les requins impérialistes...

L'Etat français se serait bien passé de devenir le bouc-émissaire des anti-nucléaires de tous bords au moment même de l'anniversaire d'Hiroshima, mais il n'avait pas le choix, comme l'a rappelé opportunément Séguin. La tension internationale exigeait de montrer les dents pour rappeler que, bien que puissance économique de second ordre, la France a toujours vocation à jouer dans la cour des grands.

L'ensemble de la politique impérialiste française depuis l'élection de Chirac, que d'aucuns ont voulu faire passer pour un gaffeur avec l'annonce de la reprise des essais nucléaires, n'a obéi qu'à un seul objectif : montrer ses muscles à la face du monde. Il s'agissait bien en effet de la continuation de la politique impérialiste de la gauche au pouvoir. La décision suspensive de Mitterrand n'était que provisoire, laissant à son successeur le soin de réaffirmer la doctrine de dissuasion gaulliste, dont aucune fraction bourgeoise, amenée à gérer l'Etat d'une des cinq puissances militaires majeures, ne s'est départie.

Ni Kohl, ni Clinton, ni Eltsine n'ont officiellement protesté contre la déci-

sion de Chirac, même si leurs Etats lui ont jeté en sous-main des peaux de bananes médiatiques avec les Greenpeace et tutti quanti. Cette décision les arrange tous. Le moratoire des expériences nucléaires mondiales en 1992 était très clairement temporaire avec l'insupportable argument de la nécessité de l'entretien du matériel nucléaire des grandes puissances pour combattre les risques de prolifération des «petites puissances terroristes».

Le tollé apparaît particulièrement orchestré en Allemagne et au Japon, puissances économiques dont les bourgeoisies ne rêvent que d'accéder au rang de puissances nucléaires, et qui pourront donc ultérieurement s'appuyer sur le «mauvais exemple français» pour envisager à leur tour de se doter du matériel adéquat. L'occasion est trop belle pour ces deux puissances de surfer sur la vague pacifiste en redoublant d'excuses concernant leurs méfaits au cours du second holocauste mondial.

Les différentes cliques marginales de pacifistes et d'écologistes contribuent puissamment par leur agitation à poser le problème. Comme les diverses ONG, ces organismes sont les instruments objectifs des Etats rivaux. Il est avéré depuis les révélations issues des dossiers de l'ex-Stasi après l'effondrement du bloc de l'Est que la plupart des courants pacifistes en occident étaient financés par la Russie au temps des manifestations monstres de la guerre froide. Aujourd'hui, Greenpeace rend un fief service, en particulier aux Etats-Unis, qui n'ont de cesse que de rabattre son caquet à la bourgeoisie française.

... qui sert aussi à mystifier la classe ouvrière

En règle générale ce sont les mêmes «intellectuels de bonne volonté» qui gueulent le plus fort contre les essais nucléaires qui, en même temps, réclament avec le plus de véhémence une intervention guerrière énergique par les armes en ex-Yougoslavie. Certains ont trouvé leurs comptes dans l'intervention armée de l'armée croate «plus efficace que les pourparlers». Le député européen Cohn-Bendit,

vieux clown soixantehuitard, était en tête du défilé à Bruxelles pour exiger des armes pour la Bosnie.

C'est une originalité de la période actuelle que des pacifistes tiennent clairement un langage va-t-en-guerre, chose inconnue même dans les années 30 ; nos fiers-à-bras de la plume clament moins subtilement que leurs ancêtres que «il faut faire la guerre pour avoir la paix». Des comédiens font une grève de la faim pour «qu'on fasse quelque chose pour Sarajevo». L'actrice Jane Birkin offre son sourire niais devant un tank des casques bleus, tout comme Kouchner posait devant les photographes en Somalie un sac de riz sur l'épaule. Peut-on suggérer à ces...comédiens d'y envoyer leurs propres enfants ?

C'est bien en direction du prolétariat que la gauche française joue son rôle d'opposition loyale au nucléaire. Et avec un culot avéré. Si Greenpeace «harçèle» Chirac, un des porte-voix du PS, Glavany, le «persécute» en s'indignant de l'isolement de la France et que «soit mis en péril le processus

de désarmement nucléaire». Mais que faisait son gouvernement et son chef jusqu'en 1992 ?

Le PCF poursuit Chirac en trouvant «indigne de la France l'arraisonnement de Rainbow Warrior II» et patronne plus d'organisations que ses cellules n'ont de militants pour protester en souvenir d'Hiroshima, faisant mine d'oublier qu'au temps de la guerre froide il roulait pour le nucléaire et les fusées russes. Tous déplorent qu'on n'ait pas consulté «les Français». Mais, au fond, tous sont plus ou moins d'accord avec le chef de file raté de la gauche Rocard (dont le père a participé à la mise au point de la première bombe nucléaire française) pour défendre à minima les intérêts français : «J'observe au passage, avec stupeur, que l'on s'indigne beaucoup moins, un peu partout sur la planète, des génocides en cours, en Bosnie ou chez les Kurdes, que d'essais dont on est au moins sûrs qu'ils ne tueront personne. Je suis absolument contre ces essais, mais je crois important pour discuter de ces choses raisonnablement de hiérarchiser dans nos

priorités la faute de Jacques Chirac et les crimes de Karadzic».

En fait, toute la bourgeoisie française se retrouve unie pour crier haro sur le «fasciste» Karadzic en agitant le vieux chiffon antifasciste de «l'ennemi principal». Car, malgré leurs prêchi-prêcha contre le nucléaire qui leur coûte peu, aucun de nos bons démocrates de gauche n'a trouvé à redire à la création de la FRR ni sur le raid français sur Pale, de même qu'ils répondront tous présents face aux prochaines aventures guerrières. Surtout en polémique pour la galerie entre faucons et colombes afin que le prolétariat ne se pose pas la seule vraie question en perspective : ou destruction des Etats bourgeois ou destruction de l'humanité dans le déchainement des rivalités impérialistes.

Tout ce charivari des divers pacifistes bellicistes est bien une nouvelle Union Sacrée orchestrée autour de la guerre en ex-Yougoslavie. Les prolétaires des pays développés ne doivent pas tomber dans ce piège.

Damien

VOYAGE DE CHIRAC EN AFRIQUE

L'Etat français défend ses intérêts impérialistes

Après l'installation du nouveau gouvernement issu des élections présidentielles, le voyage de Chirac en Afrique signifie que la bourgeoisie française a décidé de réagir vigoureusement, après les reculs qu'elle y enregistre depuis plusieurs années, principalement face à l'impérialisme américain. Les tueries perpétrées par les cliques que soutient l'Etat français en Algérie ou au Rwanda (avec les 500 000 assassinats effectués par des troupes armées de pied en cap par la France), n'ont pas suffi à empêcher d'autres bandes rivales, soutenues par Washington, de les déstabiliser ou même de les évincer. Et les Etats-Unis tentent de poursuivre leur avantage en permettant à leurs entreprises de s'installer dans des pays comme le Gabon ou la Côte d'Ivoire. La récente contre-offensive de l'impérialisme français s'annonce d'autant plus acharnée que, comme le dit F. Wibaux, conseiller officieux de Chirac pour les affaires africaines, «l'influence de la France tient à sa position en Afrique» ; on ne saurait être plus clair : les menées de l'impérialisme français en Yougoslavie, en Extrême-Orient ou ailleurs seraient très affaiblies s'il perdait ses positions sur ce continent.

Retrouver des points d'appui à l'influence de la France au Maghreb et pour son intervention dans la guerre civile algérienne a ainsi constitué le but de l'étape marocaine de Chirac. Alors que Hassan II s'était de plus en plus tourné vers les Etats-Unis pendant les années 80, Chirac, en s'appuyant sur l'influence que la France a gardé au Maroc, est allé lui proposer (en plus d'une subvention de plus de deux milliards de francs) une place dominante au niveau régional, à condition que ce soit pour son propre bénéfice, et non pour celui du parrain américain. C'est le sens de l'initiative

conjointe que devraient prendre selon les termes de Chirac - le Maroc et la France pour un «pacte de stabilité pour la Méditerranée destiné à apaiser les tensions et à préparer notre avenir commun» à la Conférence euro-méditerranéenne de Barcelone en novembre.

Les trois étapes de Chirac en Afrique noire montrent l'importance que la bourgeoisie française accorde à cette région du monde. La présence, aux côtés du Président, de J. Foccart, c'est-à-dire de l'homme qui, lors de la décolonisation, n'a reculé devant rien pour installer au pouvoir des hommes fidèles à Paris, était censé montrer aux gouvernements d'aujourd'hui, tant la détermination de Paris que ce qu'elle attend d'eux. En leur disant qu'il ne fallait pas «donner des leçons aux pays africains en matière de droits de l'homme», Chirac, désignant la Maison blanche, les a fermement engagés à éliminer tous ceux qui seraient tentés de choisir de se mettre aux ordres d'un autre impérialisme. En affirmant ensuite que la France ne sera pas «le bras armé du FMI» en Afrique, le Ministre de la Coopération J. Godfrain leur signifiait clairement que l'époque (début 1994) où la France avait du accepter, sous la pression du FMI et de la Banque Mondiale (dirigés par les Etats-Unis), la dévaluation du franc CFA est bien finie ; et qu'au contraire, l'Etat français est un bien meilleur soutien que Washington face aux bailleurs de fonds internationaux. L'aide financière de 45 milliards de francs sera d'ailleurs dorénavant distribuée en fonction des affrontements impérialistes, et non des projets de développement, car leur distribution sera directement réalisée par le Ministère des Affaires Etrangères, au lieu de celui de l'Economie.

Enfin, comme le dit lui-même l'état-major français, les «tensions régionales» peuvent «secouer l'Afrique», et ce, «de façon de plus en plus brutale» ; contre ces «tensions», il n'existe qu'un moyen de résister : la force armée. Le dispositif militaire français est pourtant déjà particulièrement impressionnant puisque 8 700 hommes sont en permanence présents en Afrique, et ils sont chargés en cas de crise de préparer l'arrivée d'une «force de projection». Mais l'Opération Turquoise organisée après la défaite des FAR au Rwanda a montré que l'intervention directe de la France, du fait de ses relents colonialistes, n'avait fait que l'isoler un peu plus. C'est pour cela que l'Etat français avait tenté sur le moment d'organiser en catastrophe une force interafricaine, mais à l'époque, l'UEO, où l'influence anglaise est forte, avait fait échouer cette initiative. C'est une telle force dont Chirac est allé poser les jalons, à froid, lors de son voyage ; une force capable de faire en sorte que les «déstabilisations» à venir aient une issue favorable à la bourgeoisie française.

Il est évident que les autres grands impérialismes ne vont pas se laisser faire et vont eux-mêmes tenter de contrer par tous les moyens les initiatives de la bourgeoisie française. Après le Liberia, la Somalie, le Rwanda, c'est aujourd'hui le Burundi, frappé par une vague de violence, tandis que le Zaïre est en proie à une anarchie indescriptible. L'aggravation des tensions impérialistes nous indique l'avenir dans lequel le capitalisme en crise continue à précipiter le continent africain : famines, massacres et horreurs de toutes sortes.

Sauge

Une seule issue : la lutte de classe

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

peut abattre le capitalisme avant qu'il ne détruise l'humanité.

C'est bien pour cela que la classe dominante cherche à paralyser la classe ouvrière au moment-même où l'aggravation de la crise économique mondiale l'oblige à appliquer en France comme partout de nouvelles mesures d'austérité : baisse des salaires, augmentation des impôts, attaques contre les salaires réels et social, licenciements, etc.

Face à la gravité de la situation présente, les ouvriers ne doivent ni céder à l'impuissance, ni se laisser intimider par la force terrifiante de l'Etat capitaliste. Ce n'est ni en courbant l'échine, ni en faisant confiance à leurs exploités qu'ils pourront se protéger du chaos et de la barbarie. Ce sont les gouvernements démocratiques, huma-

nitaires, qui les exploitent et les plongent ici dans la misère, en même temps qu'ils attisent le chaos en ex-Yougoslavie. C'est la même classe de gangsters qui, au nom de la «paix» et de la lutte contre la barbarie des puissances l'Axe, ont assassiné avec un cynisme sans nom les populations civiles d'Hiroshima et Nagasaki.

Face aux attaques incessantes du capitalisme, la classe ouvrière n'a aujourd'hui pas d'autre choix que de reprendre le chemin de la lutte pour la défense de ses conditions de vie. C'est le seul terrain sur lequel elle pourra retrouver confiance en elle-même et forger les armes de son combat pour la destruction du capitalisme : sa conscience, son unité et sa solidarité de classe internationale.

RI

HIROSHIMA ET NAGASAKI

Crimes et mensonges de la démocratie

Pourquoi nous déballe-t-on la vérité sur Hiroshima 50 ans après? Cela faisait plus d'un an que la bourgeoisie fêtait en grandes pompes l'anniversaire de la victoire des « Alliés » à la fin de la deuxième guerre mondiale. Immanquablement, le crescendo du bourrage de crâne médiatique se devait d'atteindre au paroxysme avec le cinquantenaire de ce qui fut le plus spectaculaire fait d'armes du camp victorieux et le point d'orgue monstrueux de six années de boucherie impérialiste : le largage des deux sinistres bombes sur Hiroshima et Nagasaki, dont les effets horribles sur les hibakushas (irradiés) sont abondamment décrits de nos jours.

Tel ne fut pas le cas dans la période qui suivit le lâchage de cette bombe aux effets encore inconnus. Au Japon, rien n'est dit sur les 140 000 morts et aucune aide particulière n'est fournie aux quelque 400 000 «hibakuchas». Au Japon, mais aussi en Europe et aux Etats-Unis, c'est le black-out : « La presse est autorisée à parler du formidable pouvoir de destruction de cette arme nouvelle, mais ses effets épouvantables sur l'être humain et les risques à long terme des radiations sont cachés. L'hécatombe

est gommée, les dangers à long terme ignorés. » (Le Nouvel Observateur n°1601.)

L'anti-américanisme à la mode va bien à la bourgeoisie française pour justifier les oppositions impérialistes qui séparent les deux pays en ex-Yougoslavie ou en Afrique. Mais quelle hypocrisie ! C'est aussi pour nous faire oublier que les Etats-Unis étaient à l'époque le chef de bande des démocraties bourgeoises européennes, et que ces dernières n'ont aucunement protesté contre l'horreur nucléaire de leur « libérateur » et « protecteur ». Même la Russie stalinienne a fait cause commune dans le black-out généralisé concernant Hiroshima.

Si un coin de la vérité est étalé dans les disputes actuelles des impérialismes rivaux, par contre la véritable raison du black-out après guerre reste cachée : il ne fallait pas dévoiler le vrai visage de l'Etat démocratique, absolument pas différent de l'hitlérien, en focalisant l'attention sur les camps d'extermination nazis et les atrocités de l'armée japonaise. Pourtant les syndromes des «hibakushas» étaient en tout point comparables à ceux des rescapés des camps de concentration.

Le cinquantième anniversaire du bombardement atomique d'Hiroshima a été l'occasion pour l'ensemble des médias « au service » des Etats démocratiques, de rappeler sinon de marteler leur ver-

sion historique des faits. A les en croire tous, quand bien même l'utilisation de l'arme nucléaire fut-elle horrible et lourde de conséquences (70 000 tués sur le coup et plus de 130 000 décès

consécutifs aux blessures et à la radioactivité, soit un bilan de 200 000 morts au moins), l'Etat démocratique américain n'avait pas le choix. Cette grave décision aurait permis d'épar-

gner des centaines de milliers de vies de soldats en contraignant le Japon fasciste à capituler. Cette version est un mensonge. Car une dimension essentielle n'est jamais clairement affirmée

et ce n'est pas étonnant dès lors qu'il s'agit d'information de masse. Le déclenchement du feu nucléaire ne s'imposait pas pour obtenir la capitulation de ce pays et surtout il a d'abord constitué un avertissement vis-à-vis de l'URSS. Les deux bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki ne constituaient donc pas que les derniers actes de la seconde guerre mondiale, ils étaient surtout les premiers chapitre déjà sanglants de la guerre froide.

Hiroshima, c'est déjà la rivalité Est-Ouest...

Au cours de l'été 1945, les relations entre les Etats-Unis et l'URSS sont loin d'être au beau fixe. Depuis le 8 mai 1945, l'ennemi commun, l'Allemagne, a capitulé et les deux bourgeoisies victorieuses, américaine et russe, se partagent les dépouilles d'une Europe ravagée par cinq années de guerre. L'heure n'est plus celle de la grande Alliance contre le nazisme.

Dès le lendemain de la capitulation allemande, c'est l'arrêt de l'aide américaine au titre du prêt-bail. Durant la conférence de Potsdam qui se déroule en Allemagne entre le 17 juillet et le 3 août 1945, le climat s'est déjà, à la différence de Yalta en février de la même année, considérablement dégradé. Les points de désaccord en ce qui concerne le dépeçage des pays « libérés » et les zones d'influence ne manquent pas notamment à propos de la Pologne, de l'Allemagne et de la Yougoslavie.

Forte de la progression de son Armée rouge en Europe de l'Est, forte de ses séides dans les partis staliniens tout auréolés du prestige que leur confère leur lutte antifasciste, la bourgeoisie russe est particulièrement vorace et âpre à la négociation. De son côté, depuis la mort de Roosevelt en avril, Truman, promu défenseur numéro un des intérêts de l'Etat américain, et déjà en filigrane des pays occidentaux futurs membres de son bloc, sait qu'un rapport de force planétaire est engagé avec l'URSS, dont le bloc en gestation manifeste des comportements expansionnistes.

Or, comme il en avait été convenu durant la conférence de Téhéran à la fin de l'année 1943 et cela avait été réaffirmé à Yalta, l'URSS s'était engagée à déclarer la guerre au Japon trois mois après la reddition du Reich. L'Etat soviétique avait toutes les raisons d'honorer ses engagements de bandit impérialiste et c'est ce qu'il a fait le 9 août 1945, le jour même du second bombardement atomique, celui de Nagasaki. Car l'Etat russe, en rompant ce jour là un pacte de non agression signé pourtant quatre ans auparavant avec le Japon, espérait bien pouvoir mettre la main sur des territoires bordant sa frontière du Pacifique, à savoir la Mandchourie, la Corée, Sakhaline, les Kouriles etc.

(SUITE PAGE 6)

Ex-Yougoslavie

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

militaires franco-britanniques, pour sortir de l'impasse et se remettre en selle au centre du jeu impérialiste, en conservant un rôle de premier plan, de s'appuyer sur la partie la plus forte, la Croatie et de « sacrifier » son allié d'hier, la Bosnie. La Maison Blanche a utilisé la fédération croato-musulmane et la confédération de cette dernière avec la Croatie qu'elle avait supervisée au printemps 94.

Comme le confirmait le « Canard Enchaîné » du 9 août, « en 1994, Washington et Zagreb ont conclu un accord de sécurité militaire. Une vingtaine d'officiers de réserve, dont plusieurs généraux et un spécialiste du renseignement sont depuis à pied d'œuvre en Croatie, avec leurs familles, pour éviter les coûteux aller-retour Washington-Zagreb ». Leur rôle et l'appui logistique du Pentagone ont été déterminants pour assurer le succès de la « guerre éclair » en trois jours de l'armée croate en Krajina (grâce à la localisation précise par satellite des positions serbes).

Les Etats-Unis ont d'ailleurs été les seuls à saluer publiquement le succès de l'offensive croate. Mais cela revenait aussi paradoxalement à pactiser avec le « diable » en s'alliant conjonctuellement avec son plus dangereux grand adversaire impérialiste, l'Allemagne, en favorisant les intérêts les plus véritablement antagoniques à ceux des Etats-Unis. Cette stratégie lui permettait du même coup, sinon d'éliminer mais du moins d'écarter du jeu et de remettre à leur place les « seconds couteaux » français et britanniques, dont les prétentions de « trouble fête » arrogants et l'ardeur belliqueuse grandissante, devenaient de plus en plus intolérables, surtout depuis la création de la FRR et de l'envoi sur place, sous couleur nationale, de troupes de ces deux puissances. En même temps, elle gardait en réserve la carte politique de levée de l'embargo sur les armes en Bosnie et donc de relancer l'aide militaire aux forces musulmanes (pour contrer d'éventuelles tentations de la France et de la Grande-Bretagne de faire des avances au gouvernement bosniaque).

C'est non seulement sous le patronage conjoint des Etats-Unis et de l'Allemagne, mais aussi en présence du président turc Demirel (grand soutien des musulmans de Bosnie et surtout violemment anti-serbe pour contrer la présence de son ennemi n°1 russe dans les Balkans) qu'est conclu le 22 juillet à Split un accord d'assistance militaire, entre le Croate Tudjman et le Bosniaque

Izetbegovic. Cela devait déboucher, en parallèle avec l'offensive croate dans la Krajina, à la prise de contrôle de Bihac, principale menace stratégique des Serbes dans la région, par les troupes bosniaques, et à la jonction des deux « armées ».

Tous les stratagèmes guerriers (1) et toutes les manigances diplomatiques avec la Serbie du couple franco-anglais (2) n'ont pu que retarder au maximum cette riposte de leurs adversaires et se soldent par un échec piteux. La FRR s'est ridiculisée et son utilité est apparue d'autant plus dérisoire qu'elle s'occupait à percer inutilement une étroite voie d'accès vers Sarajevo pendant que le bulldozer croate abattait le mur serbe dans la Krajina. Coincée sur le mont Igman autour de la pseudo-défense de Sarajevo, elle se retrouve non seulement momentanément discréditée sur la scène internationale, mais aussi auprès des Serbes eux-mêmes, ce qui ne peut profiter qu'à un autre rival, la Russie, qui apparaît dès lors comme un bien meilleur et plus sûr allié à leurs yeux.

Ce sont encore à travers d'autres sordides tractations (3) que les parties adverses les plus fortes (les gouvernements serbes et croates) et les plus gros requins impérialistes (Etats-Unis, Allemagne, Russie) trouvent un terrain d'entente sur le dos des acteurs plus secondaires du conflit : aujourd'hui, il s'agit, comme on l'a vu, de marginaliser au maximum la France et la Grande-Bretagne, de limiter l'action des milices serbes, de poursuivre une politique d'élimination des enclaves et surtout de « régler » à leur façon la question bosniaque. Bref, pour les plus forts, il s'agit de « faire régner la loi du plus fort ». Cela revient à court terme à simplifier le front des combats. Désormais les Serbes, à l'ambition toujours intacte de tailler les mesures d'une Grande Serbie sur les dépouilles de la Bosnie et les Croates qui sont parvenus avec l'aide germano-américaine à reléguer la Bosnie au rang de quasi-protectorat, se retrouvent face-à-face. Ce nouveau rapport de forces fait des Bosniaques les véritables dindons de la farce. Ceux-ci sont appelés à disparaître en tant qu'acteurs de premier plan du conflit avec le partage inéluctable de leur territoire. La « nouvelle donne » contenue dans « le plan de paix » américain n'est qu'une façade pour rendre « présentable » ce nouveau rapport de forces sans humilier les factions bosniaques.

Quelle que soit la complicité circonstancielle entre les protagonistes, le « partage » réel ne peut lui s'effectuer

que sur le terrain, et toujours par la même voie, celle des armes. Les affrontements qui se poursuivent aujourd'hui entre Serbes et Croates autour de Gorazde, Dubrovnik, Drvar, Trebinje pour rogner quelques parcelles de territoire en témoignent.

Une expression de l'enfoncement du capitalisme dans sa décomposition

La consécration actuelle des ambitions plus fortes des Serbes et des Croates représente un encouragement pour leurs menées guerrières et constitue un pas supplémentaire vers le déchaînement d'une barbarie dont les populations locales vont faire atrocement les frais. La situation actuelle est devenue un véritable détonateur qui risque de mettre le feu aux poudres dans les Balkans, dans la mesure où la nouvelle perspective est celle d'un affrontement direct des armées serbes et croates et plus seulement de milices formées de bric et de broc et où la France et la Grande-Bretagne, puissances réduites à jouer pour l'heure les mouches du coche, ne peuvent que préparer une riposte pour mettre des bâtons dans les roues des autres protagonistes et tenter de déstabiliser la situation. D'ailleurs, le fait que c'est un journal anglais, le « Times » qui a dévoilé, lors de la Conférence de Londres, l'existence du fameux croquis du Croate Tudjman partageant le territoire bosniaque entre la Serbie et la Croatie, excitant ainsi la fureur du camp bosniaque, montre que les règlements de compte ont déjà commencé. Autres laissés pour compte, les dirigeants bosniaques ne peuvent pas non plus se laisser faire et leurs troupes ont encore les moyens d'exercer une pression militaire sur le terrain. Enfin, l'afflux de réfugiés de toutes sortes constitue un risque majeur d'entraîner d'autres régions, comme surtout le Kosovo ou la Macédoine, dans l'embrasement guerrier mais aussi d'autres nations sur le sol européen, de l'Albanie à la Roumanie, en passant par la Hongrie.

Et par effet boule de neige, la situation est porteuse d'une implication impérialiste plus importante des grandes puissances européennes (4), y compris de la part de voisins d'une importance stratégique majeure, comme l'Italie et surtout la Turquie.

Tous ces éléments traduisent une accélération de la dynamique impérialiste du chacun pour soi et une fuite en avant dans l'aventure guerrière.

La prolifération, le développement multiforme de toutes ces entreprises guerrières est le pur produit de la décomposition du capitalisme, comme les métastases d'un cancer généralisé qui gangrène d'abord les organes les plus faibles de la société, là où le prolétariat n'a pas de moyens suffisants pour s'opposer au déchaînement du nationalisme le plus abject et hystérique. La prise de conscience par les prolétaires des pays centraux de la responsabilité primordiale des grandes puissances, de leur propre bourgeoisie dans le déchaînement de cette barbarie guerrière, est une condition indispensable pour comprendre leurs propres responsabilités historiques. C'est bien parce que c'est la même bourgeoisie qui, d'un côté, pousse les populations à s'exterminer entre elles, et qui, de l'autre, précipite la classe ouvrière vers le chômage, la misère ou un seuil d'exploitation insupportable, que seul le développement des luttes ouvrières sur leur propre terrain de classe, sur le terrain de l'internationalisme prolétarien peut en même temps s'opposer aux attaques de la bourgeoisie et à ses menées guerrières.

CB (21.08)

(1) Outre le simulacre de « kidnapping » de soldats et d'observateurs de l'ONU, opération montée début juin par la France et la Grande-Bretagne de concert avec la Serbie qui justifiait la création et l'expédition de la FRR (lire l'éditorial de notre Revue Internationale n°82, 3e trimestre 1995, ainsi que RI n°247, daté de juillet-août), il faut interpréter le bombardement français sur Pale, fief des Serbes de Bosnie, en juillet, comme des représailles bidon pour masquer l'action réelle de la FRR, quand on sait que ce bombardement ne visait aucun objectif stratégique et ne gênait nullement les opérations militaires de la Serbie. Au contraire, il devenait un prétexte justifiant le coup de force serbe sur les enclaves de Srebrenica et de Zepa.

(2) On a non seulement vu le couple franco-britannique mais Milosevic lui-même tenter d'exploiter les dissensions qui sont apparues dans le camp des Serbes de Bosnie : leur soutien ouvert au général Mladic face au « président » Karadzic et la pression qu'ils ont exercée sur celui-ci n'avait pas d'autre sens que de lui signifier que les véritables adversaires de la Serbie n'étaient plus les Bosniaques mais les Croates.

(3) Milosevic a préféré laisser l'armée croate investir la Krajina sans réagir pour pouvoir tenter de marchander avec les Etats-Unis l'enclave de Gorazde et surtout négocier la levée des sanctions économiques qui pèsent sur Belgrade.

(4) En tout premier lieu, pour être capable de riposter à l'offensive germano-américaine au niveau requis, sous peine d'être évincé de cette région, le couple actuel franco-britannique ne peut qu'être poussé à renforcer son engagement militaire dans le conflit.

LA PERSPECTIVE HISTORIQUE EST TOUJOURS AUX AFFRONTEMENTS DE CLASSES

Le laissez-faire des puissances occidentales face au « nettoyage ethnique » de Srebrenica et de Zepa par l'armée serbe a fait partie de toute la stratégie d'aggravation de la confrontation interposée en ex-Yougoslavie. Présenté comme l'aboutissement d'années « d'impuissance internationale », le nettoyage des villes bosno-musulmanes, décrétées « zones de sécurité » depuis la geste du général d'opérette Morillon, a autorisé les médias à des comparaisons hors de propos avec « l'année de la honte 1938 ». En tête des menteurs, le président français Chirac, lors de sa conférence de presse de la mi-juillet, a joué les fiers à bras en pararrant la création de la Force de Réaction Rapide : « Pour le moment, nous sommes seuls, et seuls, nous ne pouvons pas agir, car nous n'avons pas le mandat pour le faire, et nous n'avons pas non plus les moyens. » Chirac n'hésitait pas ensuite à faire le parallèle entre la situation d'aujourd'hui et les entretiens Chamberlain-Daladier, à la veille de l'invasion de la Tchécoslovaquie par l'armée d'Hitler. La mystification battait en effet son plein jusqu'alors avec un Milosevic dans le rôle du nouvel Hitler. Pourtant, l'aggravation de la confrontation militaire début août déchirait un coin du voile, comme le notait un article d'Infomatin : « L'ex-Yougoslavie n'est pas le Disneyland des Balkans où les bons Croates et Musulmans sont livrés à la barbarie des méchants Serbes. Milosevic s'est révélé à l'usage beaucoup moins doué que Saddam

Husseïn dans le rôle-titre de diable absolu, d'Hitler de CNN. Un moment, Karadzic l'a supplanté. Mais les Croates ont tout gâché. Eux aussi guerroyaient. Eux aussi massacrent. Eux aussi expulsent, pillent, violent. Et les Bosniaques sont leurs alliés. Cette bataille féroce n'a pas la simplicité rassurante des guerres d'Espagne d'antan : où sont les braves républicains ? La référence obsessionnelle à l'histoire de 1940 nous obscurcit la vue. » (4 août) Mais lancer dans l'opinion un parallèle outrancier avec les accords de Munich de 1938 est avant tout une comparaison va-t-en-guerre du même ordre qui suppose une classe ouvrière prête au sacrifice comme face au diable Hitler. Contre ces comparaisons empoisonnées, il faut donc rappeler la vérité historique et ce qui différencie 1938 de 1995. Si la bourgeoisie utilise pour les besoins de sa propagande les schémas simplistes de la deuxième guerre mondiale, la situation d'aujourd'hui n'est nullement comparable à celle de 1938. Aujourd'hui, même si la guerre est aux portes de l'Europe occidentale, les ouvriers européens et américains ne sont pas embrigadés dans une nouvelle croisade « antifasciste » ou « pour le droit des nations à disposer d'elles-mêmes », et même s'ils sont temporairement déboussolés par la perte des repères consécutive à l'effondrement du bloc de l'Est, ils ne sont pas prêts à ajouter aux sacrifices économiques le don du sang « démocratique » au profit des sordides intérêts des grandes puissances.

L'article que nous republions ci-dessous, écrit au moment de la guerre du Golfe, en reprenant notre analyse du « cours historique » (cf la « Revue Internationale » n°18), vient démentir que la guerre mondiale est inéluctable partout désormais. En s'appuyant sur l'évolution, tout au long du XXe siècle, du rapport de forces entre les deux classes fondamentales de la société, la bourgeoisie et le prolétariat, il met en évidence qu'une des conditions essentielles au déchaînement de la guerre impérialiste généralisée n'est pas donnée aujourd'hui. En effet, grâce au développement de ses luttes de résistance contre les effets de la crise économique, le prolétariat mondial, notamment celui des principaux pays industrialisés, a montré, depuis plus de vingt ans, qu'il n'est pas disposé à accepter les sacrifices pour défendre les intérêts du capital national, et encore moins le sacrifice suprême de la vie.

chape de plomb de la contre-révolution personnifiée dans ces deux mêmes pays par les régimes de terreur de Staline et de Hitler, va s'ajouter tout au long des années 30 l'entreprise de dévoiement systématique des luttes ouvrières et d'embrigadement idéologique partout où subsistent des velléités de combativité ouvrière. Ce sont encore une fois les partis de gauche, et en particulier les partis stalinien qui vont se charger de soumettre les prolétaires aux intérêts du capital. En diffusant en leur sein le poison de l'« antifascisme » et de la « défense du socialisme en URSS », en mobilisant dans les « fronts populaires » en France et en Espagne, en dévoyant les grèves de cette époque sur le terrain de l'intérêt national, ils prépareront et obtiendront l'adhésion des ouvriers à la future guerre impérialiste. En 1939, la classe ouvrière qui va à la guerre est une classe qui a subi la défaite la plus profonde de son histoire et qui s'avèrera incapable d'apporter au cours de la guerre la réponse qui avait été la sienne en 1917.

1968 ouvre un nouveau cours aux affrontements de classe

ouvrière des grands pays développés a, quant à elle, largement fait l'expérience de cette « démocratie » bourgeoise pour laquelle elle ressent beaucoup plus une méfiance, voire un dégoût généralisé, après presque un siècle de décadence capitaliste et plus de vingt ans de ravages de la crise économique.

Les partis sociaux-démocrates et stalinien ont la trahison est depuis longtemps avérée, ne peuvent prétendre avoir sur la classe ouvrière l'emprise qui était la leur avant 1914 et 1939. Au contraire, l'expérience de leurs participations gouvernementales, et surtout de leurs manœuvres permanentes de sabotage des luttes, s'est traduite par une usure accélérée de leur influence au sein de la classe ouvrière.

L'avenir de l'humanité est entre les mains de la classe ouvrière

Non, la bourgeoisie n'a pas les mains libres pour déclencher une nouvelle guerre mondiale. Et elle le sait très bien, même si, et pour cause, elle essaie de masquer aux yeux des prolétaires

que ce sont eux et eux seuls qui barrent la route à cette issue. Une classe ouvrière qui, comme elle n'a cessé de le montrer depuis 1968, refuse de se serrer la ceinture et de se sacrifier pour la défense de l'économie nationale, mais qui au contraire, face à la crise économique, développe le combat sur son terrain contre la dégradation de ses conditions d'existence, est une classe encore moins prête à accepter les sacrifices encore plus énormes qu'implique la guerre impérialiste, qu'il s'agisse des cadences de travail indispensables en temps de guerre, des restrictions et rationnements, de la militarisation du travail et de la vie sociale et encore moins du sacrifice ultime de la vie.

C'est cette non-soumission des ouvriers aux besoins du capital, leur absence d'embrigadement derrière leur bourgeoisie et elles seules, qui ont empêché que n'éclate une telle guerre mondiale du temps où les deux blocs russe et américain se faisaient face. Mais c'est pourquoi, n'ayant pu imposer SA réponse en déclenchant une nouvelle boucherie généralisée, et alors que la classe ouvrière n'a pas encore réussi à développer une force capable

d'en finir avec ce système, le capitalisme continue de pourrir sur pied, engendrant un chaos et une barbarie sans précédent dans l'histoire, dont la guerre du Golfe n'est qu'une des premières manifestations les plus brutales et qui menace d'entraîner dans sa décomposition l'humanité elle-même.

Malgré le déboussollement momentané qu'a laissé dans les rangs ouvriers l'éclatement de la guerre au Moyen-Orient, les forces de la classe ouvrière sont intactes et ses potentialités pour s'opposer à la barbarie capitaliste sont appelées à se développer. Le conflit du Golfe ne fait qu'annoncer d'autres massacres, tandis que la crise économique est en train de connaître une accélération plus brutale que jamais, qui ne pourra que lancer la classe ouvrière dans de nouveaux combats de classe plus généralisés, au sein desquels elle ne pourra qu'intégrer de plus en plus la question de la guerre et prendre conscience des enjeux historiques de ses luttes. La clé de la situation est entre les mains de la classe ouvrière et d'elle seule.

P.E.

Aujourd'hui, malgré le déboussollement que le prolétariat subit depuis six ans, ce cours historique vers des affrontements de classes, ouvert à la fin des années 60, n'est nullement remis en cause.

Les conditions de la guerre mondiale

En 1914 la bourgeoisie n'a pu déclencher la guerre qu'en s'étant préalablement assurée de cette soumission du prolétariat, et ce, en premier lieu, grâce à la trahison des partis sociaux-démocrates et des syndicats, qui représentaient à l'époque pour la classe ouvrière ses principales organisations, ses principales boussoles. C'est leur passage dans le camp bourgeois à la veille de 1914, après des années de dégénérescence opportuniste, qui, en laissant la classe ouvrière totalement désarmée, permettra que s'ouvre le cours à la guerre grâce à l'embrigadement des prolétaires derrière les drapeaux nationaux. Et la situation basculera à nouveau lorsque, au cours même de la guerre, le prolétariat redressera la tête à partir de 1917, commencera à « transformer la guerre impérialiste en guerre civile » et s'engagera dans une vague révolutionnaire internationale qui va contraindre la classe dominante à mettre fin rapidement à la boucherie en 1918 pour affronter son ennemi de classe.

Pour la deuxième guerre mondiale, la bourgeoisie a tiré la leçon de 1918. A la défaite physique que vient de subir la classe ouvrière avec l'écrasement dans le sang de la vague révolutionnaire, en particulier en Russie et en Allemagne, orchestrée respectivement par les stalinien et par la social-démocratie, à la

Il faudra attendre jusqu'à la fin des années 60 pour que, avec la réapparition de la crise économique et les réactions d'une génération ouvrière qui n'a pas connu la défaite, le rapport de force entre les classes s'inverse et qu'un nouveau cours aux affrontements de classes s'ouvre. C'est ce cours aux affrontements de classe qui est toujours ouvert aujourd'hui. Depuis 1968 la classe ouvrière mondiale n'a cessé de riposter aux attaques capitalistes et de s'affirmer sur son terrain de classe, comme en ont témoigné les grandes vagues de luttes successives de 1968-1973, 1979-1981 et 1983-1988 au cours desquelles elle a développé des combats toujours plus massifs et déterminés et s'est dégagée de plus en plus nettement de l'emprise de l'idéologie bourgeoise et des armes déployées contre elle par l'Etat bourgeois.

Aujourd'hui, la classe ouvrière, contrairement aux années 30, n'a subi dans aucun des pays décisifs d'Europe occidentale une défaite physique comparable à celle qu'elle avait connue en Russie et en Allemagne dans les années 20. Plus important encore est le fait que dans aucun des pays centraux d'Europe occidentale, la bourgeoisie ne peut prétendre avoir obtenu l'adhésion des prolétaires à ses mystifications idéologiques et à aucun des grands thèmes avec lesquels elle pourrait prétendre justifier ses exactions guerrières.

Ainsi en est-il de l'antifascisme et de la « défense de la démocratie » qui, sans parler de la « défense de la patrie socialiste », ont fait long feu aujourd'hui. Si malheureusement les illusions démocratiques pèsent d'un poids très lourd sur les consciences des prolétaires de la périphérie et plus particulièrement sur ceux d'Europe de l'Est, la classe

CRISE ECONOMIQUE

Vers de nouvelles catastrophes

L'économie mondiale vient de subir plusieurs chocs successifs très graves. De la chute du peso mexicain à la faillite de banques « vitrines » (comme celle de Barings), en passant par les rivalités commerciales aiguës entre grandes puissances, les signes annonciateurs d'une catastrophe financière et monétaire d'ampleur s'accumulent à grande vitesse. Loin d'être démentie par l'actualité, cette dynamique se renforce et continue de faire des ravages.

Actuellement, l'expression dominante du symptôme réside surtout dans l'allure que prend le commerce international. Jamais, en effet, la masse des contentieux entre Etats sur ce plan n'a été aussi grande et jamais la concurrence n'a été aussi vive et agressive sur une si vaste échelle. La bataille économique que se livrent notamment les bourgeoisies américaine, japonaise et européenne pour le contrôle de marchés toujours plus restreints ne fait donc que s'aiguïser toujours plus (voir « RI » n°247). L'exemple, il y a peu, de la course aux délocalisations (les Etats-Unis ont délocalisé 28% de leur production industrielle, l'Allemagne 25%, etc.) témoigne du type d'armes utilisées et de leurs conséquences dramatiques pour l'emploi et les conditions de travail des ouvriers. De même, la distorsion du marché automobile euro-

péen, suite aux dernières dévaluations de monnaies comme la Lire ou la Peseta a été jusqu'à produire de vifs accrochages entre constructeurs européens, au point qu'un de leurs représentants s'est mis à réclamer le « rétablissement des frontières ». (1) En clair, cela signifie ni plus ni moins que de vouloir le renforcement des réflexes protectionnistes, notamment en surtaxant les produits concurrents compétitifs (ce qui se fait déjà à haute dose !). Dans cette guerre commerciale tous azimuts, le moindre prétexte devient d'ailleurs bon pour appliquer ou réclamer « des sanctions ». Au delà de leur caractère politique, les menaces de représailles économiques ou de boycott des produits français (de la part de l'Australie et du Japon notamment), suite à la décision de Chirac concernant la reprise des essais nucléaires, en sont une illustration. Et même si ce sont les antagonismes entre les grands Etats qui sont les plus visibles, cela n'enlève en rien l'universalité du phénomène.

Il est clair que tout ceci ne fait qu'envenimer la situation et renforcer les fragilités qui sont à l'origine de tels phénomènes : la surproduction généralisée et l'endettement massif des Etats. Sur une toile de fond d'instabilité financière et de chaos monétaire, l'initiative prise cet été par la banque du Japon et la réserve fédérale américaine pour acheter massivement des dollars contre des yens, ne peut donc avoir qu'un effet très limité et circonstanciel sur les marchés.

L'état économique actuel du Japon permet d'ailleurs de mesurer à quel point le système capitaliste en faillite est chancelant. Après quatre plans de relance successifs, l'Etat nippon n'a pu sortir de la récession. Les faillites se multiplient et les banques voient leurs résultats en chute libre. Quand on sait que l'épargne du Japon représente 56% de celle des pays de l'OCDE (2), on comprend l'inquiétude de la bourgeoisie.

Plus largement, c'est la dette énorme qui pèse sur les pays les plus développés qui constitue la menace suprême. Dans les pays de l'OCDE, l'endettement est supérieur à 13 000 milliards de dollars ! Aux Etats-Unis, pays le plus touché, la dette publique a été multipliée par cinq au cours des deux précédents mandats présidentiels. L'économie repose donc sur de la « monnaie de singe » : « Si les transactions quotidiennes de devises sont de l'ordre de 1 000 milliards de dollars, 15% seulement de ce total correspondent à des échanges réels ». (3)

De nouvelles explosions financières sont inévitables. Dans ce cadre, les ouvriers doivent refuser de défendre l'économie nationale et riposter à la logique des attaques du capitalisme.

W (12.08)

(1) « Libération » du 25-07-95 ;
(2) « Le Monde Diplomatique » de Juillet 1995 ;
(3) Idem.

Il y a cent ans disparaissait un grand "forgeron du socialisme"

«Friedrich Engels s'est éteint à Londres le 5 août 1895. Après son ami Karl Marx (mort en 1883), (...) Marx et Engels ont été les premiers à montrer que la classe ouvrière et ses revendications sont un produit nécessaire du régime économique actuel qui crée et organise inéluctablement le prolétariat en même temps que la bourgeoisie ; ils ont montré que ce ne sont pas les tentatives bien intentionnées d'hommes au cœur généreux qui délivreront l'humanité des maux qui l'accablent aujourd'hui, mais la lutte de classe du prolétariat organisé. Marx et Engels ont été les premiers à expliquer, dans leurs oeuvres scientifiques, que le socialisme n'est pas une chimère, mais le but final et le résultat nécessaire du développement des forces productives de la société actuelle.»

C'est par ces quelques lignes que Lénine commençait, un mois après le décès du compagnon de Marx, une courte biographie d'un des meilleurs militants et continuateurs du combat communiste.

Une vie militante exemplaire

Engels, né à Barmen en 1820 dans la province rhénane de la Prusse, fut en effet un exemple de militant dévoué toute sa vie au combat de la classe ouvrière. Issu d'une famille d'industriels il aurait pu vivre richement et confortablement sans se soucier du combat politique. Or, comme Marx et beaucoup de jeunes étudiants révoltés par la misère du monde dans lequel ils vivaient, il va très jeune acquérir une maturité politique exceptionnelle au contact de la lutte des ouvriers en Angleterre, en France puis en Allemagne. Il était inévitable que dans la période historique où le prolétariat se constituait en classe, développait son combat politique, il attira un certain nombre d'éléments intellectuels dans ses rangs.

Engels fut toujours modeste sur sa trajectoire individuelle, saluant toujours l'apport considérable de son ami Marx. Cependant, à peine âgé de 25 ans, il agit en précurseur. Il est témoin en Angleterre de la marche catastrophique de l'industrialisation et du paupérisme. Il note les faiblesses du mouvement ouvrier dans ses balbutiements (le Chartisme). Il prend conscience que «l'énigme de l'histoire» réside dans ce prolétariat méprisé et méconnu, il fréquente les meetings ouvriers à Manchester où il voit ces derniers s'attaquer franchement au christianisme et prétendre s'occuper de leur avenir.

En 1844, Engels écrit un article dans les «Annales Franco-Allemandes», «Contribution à la critique de l'économie politique» qui ouvre véritablement les yeux à Marx sur la nature profonde de l'économie capitaliste. Puis, son ouvrage «La condition de la classe ouvrière en Angleterre», publié en 1845, devient un livre de référence pour toute une génération de révolutionnaires. C'est encore Engels qui rédige sous forme de questionnaire «Les principes du communisme» qui servira de canevas à la rédaction du manifeste connu «Manifeste communiste».

Marx, Engels, et leurs compagnons de combat vont très vite dépasser leurs visions philosophiques du monde pour se consacrer à cet événement sans précédent dans l'histoire, le développement d'une classe opprimée révolutionnaire entre toutes, et avec cette particularité de développer une «conscience de classe». Comme l'a écrit Lénine, Engels fut donc le premier à déclarer que le prolétariat «n'est pas seulement» une classe qui souffre, mais que la situation économique honteuse où il se trouve le pousse irrésistiblement en avant et l'oblige à lutter pour son émancipation finale.

Engels fait véritablement connaissance avec Marx à Paris en 1844. Dès lors commencera un travail commun pour toute une vie, une confiance réciproque rare, mais qui ne reposera pas simplement sur une amitié hors du commun, mais sur une communion d'idées, une conviction partagée du rôle historique du prolétariat et un combat constant pour l'esprit de parti, pour gagner de plus en plus d'éléments au combat révolutionnaire. Comme Marx, Engels sera pourchassé par la police européenne pour sa participation aux révolutions qui éclatent au milieu du XIXe siècle. Au Conseil Général de L'AIT en 1871,

«Des nations qui n'ont jamais eu d'histoire propre, qui, à partir du moment où elles atteignent le premier degré rudimentaire de civilisation, se trouvent déjà sous un joug étranger ou qui même n'ont été amenées à ce degré que par une domination étrangère n'ont pas de vitalité et n'atteindront pas à l'indépendance absolue. Tel a été le sort des Slaves autrichiens. La Bohême et la Moravie reviennent définitivement à l'Allemagne tandis que le pays slovaque reste à la Hongrie. Comment cette nation qui n'existe pas au point de vue historique pourrait-elle devenir indépendante ? Il en est de même des Slaves du Sud. Où est-il le passé historique des Slovènes, des Dalmates, des Croates, des Slovaques ? Croit-on pouvoir avec des lambeaux déchirés de peuples, fabriquer une nation vigoureuse, indépendante, viable ?»
Friedrich Engels (cf «De Marx et du marxisme» de Papaïoannou).

Cette réflexion d'Engels, qui dénonçait, dès 1852, les illusoires prétentions des nationalismes tardifs, a trouvé toute sa validité tout au long du XXe siècle, où la «restauration de l'identité nationale des peuples» a servi d'hypocrite justification à l'affrontement inter-impérialiste entre puissances capitalistes grandes et moins grandes. Elle est encore plus d'actualité aujourd'hui, où ce sont encore une fois les intérêts impérialistes des grandes puissances qui entretiennent et attisent, en ex-Yougoslavie, l'affrontement de ces mêmes peuples que citaient déjà Engels.

c'est Engels qui anime le service d'aide matérielle aux communards émigrés à Londres. Il ne sépare pas la pratique de la théorie, c'est encore lui qui rédige le rapport du Conseil général sur les intrigues des bakouninistes au congrès de La Haye (1872).

La collaboration d'Engels et de Marx fut particulièrement féconde ; même éloignés l'un de l'autre, ou lorsque leurs organisations étaient dissoutes, ils continuèrent à lutter, entourés de compagnons fidèles eux aussi au travail de fraction indispensable dans les périodes de reflux, maintenant cette activité de minorité par de multiples correspondances.

L'historiographie bourgeoise s'est efforcée de faire croire à un avilissement politique d'Engels à la fin de sa vie, tout comme nos marxologues modernes à la Rubel le traitent à la fois de déformateur et d'idolâtre de Marx. Ces diffamations ont pour but d'étouffer la voix d'Engels, pour ce qu'elle représente : la fidélité au combat révolutionnaire.

Au soir de sa vie, Engels confia que rien n'avait été plus passionnant que le combat de propagande militante, en particulier sa joie de collaborer à une presse quotidienne dans l'illégalité, avec «La Nouvelle Gazette Rhénane» en 1848, puis avec «Le Sozialdemokrat» dans les années 1880. Après la mort de Marx, Engels s'efforça pendant plusieurs années de restituer les écrits de celui-ci («Le Capital»). Engels qui n'a jamais prétendu qu'au rôle de «second violon» a laissé cependant au prolétariat non seulement une oeuvre profonde, d'une grande lisibilité - il a poursuivi l'oeuvre de Marx mais il a surtout permis que soient légué un «esprit de parti», des principes organisationnels qui ont valeur de continuité et qui ont été transmis jusqu'à la IIIe Internationale.

Le combat d'Engels dans la IIe Internationale

Engels avait participé à la fondation de la Ligue des Communistes puis de l'AIT en 1864. Après la dissolution de la Ière Internationale, Engels joua un rôle important dans le maintien des principes lors de la reconstitution d'une IIe Internationale dont il devint le guide et le conseiller. En fait, jusqu'à sa mort, Engels s'efforcera de lutter contre l'opportunisme qui ressurgira dans la social-démocratie allemande, contre la veulerie de l'influence petite-bourgeoise, contre l'élément anarchiste destructeur de toute vie organisationnelle et contre l'aile réformiste de plus en plus séduite par les chants de sirène de la démocratie bourgeoise.

A la fin du siècle dernier, la bourgeoisie avait toléré le développement du suffrage universel en Allemagne en particulier et le nombre d'élus socialistes put donner une impression de force dans le cadre de la légalité aux éléments réformistes et opportunistes du parti. L'historiographie bourgeoise et les ennemis du marxisme se sont servis de déclarations d'Engels, pourtant justifiées, contre les vieilleseries barriadières, pour laisser croire que le vieux militant était devenu un pacifiste réformiste lui aussi. En particulier, en 1895, la préface qu'il écrivit en introduction aux textes de Marx de

1848, était invoqué comme démonstration qu'Engels jugeait périmé le temps des révolutions. Or cette introduction avait été tronquée une première fois par Kautsky pour éviter des poursuites judiciaires, mais une autre fois le texte était vraiment expurgé par Wilhelm Liebknecht. Engels écrivit à Kautsky pour exprimer son indignation de trouver dans le «Vorwärts» un extrait de son introduction qui le faisait *«apparaître comme un partisan à tout prix de la légalité»* (1er avril 1895). Deux jours après, il se plaignait également à Lafargue : *«Liebknecht vient de me jouer un joli tour. Il a pris de mon introduction aux articles de Marx sur la France de 1848-1850 tout ce qui a pu lui servir pour soutenir la tactique à tout prix paisible et antiviolente qu'il lui plaît de prêcher depuis quelques temps»*.

Malgré les multiples mises en garde d'Engels, l'inféodation à l'opportunisme des Bernstein et Kautsky allait déboucher sur l'éclatement de la IIe Internationale en 1914 contre la vague social-chauviniste. Mais, cette Internationale avait bien été un lieu du combat révolutionnaire, contrairement à ce que déniaient les modernes conteurs d'histoire, et les principes organisationnels (défense de la centralisation, combat contre les intrigants et les jeunes arrivistes, etc.) n'étaient pas perdus pour l'aile gauche de ce qu'il restait de l'Internationale d'Engels, puisque les Lénine, Rosa, et Bordiga, parmi tant d'autres, allaient reprendre l'étendard révolutionnaire farouchement défendu par le vieil homme jusqu'au bout.

La fille de Marx, Eleanor, a rendu un hommage mérité à l'homme Engels : *«Il n'y a qu'une chose qu'Engels n'a jamais pardonné - la fausseté. Un homme qui n'est pas vrai envers lui, plus encore celui qui n'est pas fidèle à son parti, ne trouve aucune pitié auprès d'Engels. Ce sont, pour lui, des péchés impardonnables. Engels ne connaît pas d'autres péchés... Engels, qui est l'homme le plus exact du monde, qui a plus que n'importe qui, un sentiment très vif du devoir et surtout de la discipline envers le parti, n'est pas le moins du monde un puritain. Personne, comme lui, n'est capable de tout comprendre, et, partant, personne ne pardonne aussi aisément nos petites faiblesses»*. Ecrivant ces quelques lignes, Eleanor ne savait pas qu'Engels était mourant. Publiant cette lettre, la presse socialiste de l'époque salua la mémoire du grand homme :

«Un homme est mort qui s'est volontairement maintenu au second plan, pouvant être au premier. L'idée, son idée, est debout, partout vivante, plus vivante que jamais, et défiant toutes les attaques, grâce aux armes qu'il a, avec Marx, contribué à lui fournir. On n'entendra plus retentir sur l'enclume le marteau de ce vaillant forgeron : le bon ouvrier est tombé ; le marteau échappé de ses mains puissantes est à terre et y restera peut-être longtemps ; mais les armes qu'il a forgées sont toujours là, solides et brillantes. S'il n'est pas donné à beaucoup d'en pouvoir forger de nouvelles, ce que, du moins, nous pouvons tous faire, ce que nous devons faire, c'est de ne pas laisser rouiller celles qui nous ont été livrées ; et, à cette condition, elles nous gagneront la victoire pour laquelle elles ont été faites».

Médéric

HIROSHIMA

(SUITE DE LA PAGE 4)

Il a d'ailleurs finalement mis la main sur Sakhaline et les Kouriles, mais pas sur Hokkaïdo, la grande île du nord du Japon, justement parce que les deux bombardements l'en ont dissuadé.

...qui traduit la folie du capitalisme décadent

Durant la conférence de Potsdam, alors qu'il a beaucoup de fil à retordre avec Staline, Truman apprend que l'expérience atomique menée à Alamogordo au Nouveau-Mexique a été un succès. Ce même jour, il donne l'ordre qu'une seconde bombe soit acheminée par bateau en direction du Japon dans la claire intention de s'en servir. Pourtant, fin juillet, les dirigeants américains, par l'intermédiaire de l'ambassadeur japonais à Moscou, savaient que le Japon était prêt de se rendre pourvu qu'on lui permit de «sauver son honneur». Le 26 juillet, les Etats-Unis adressaient un ultimatum à Tokyo. Avant même de recevoir la réponse, ordre était donné à l'aviation américaine de larguer la

bombe atomique sur Hiroshima aussitôt que possible, c'est-à-dire après le 3 août, étant donné les circonstances météorologiques.

La proposition des physiciens Franck et Szilard, d'obliger le Japon à capituler suite à une démonstration de l'arme dans un lieu désert, fut totalement écartée, et pour cause : on voulait à tout prix s'en servir, montrer l'extraordinaire puissance de la bourgeoisie américaine, particulièrement face à l'URSS. Comme le reconnaissait quelques années plus tard Eisenhower, le successeur de Truman à la présidence : *«Les Japonais étaient sur le point de se rendre et il n'était pas nécessaire de les bombarder avec cette chose horrible»*.

C'est donc de manière particulièrement répugnante et cynique que la bourgeoisie américaine n'a pas hésité à prendre en otages des centaines de milliers de personnes qu'elle a exécutées dans le seul but d'adresser un clair avertissement à sa grande rivale soviétique et à l'ensemble des Etats susceptibles de contester son leadership.

Plus terrifiant encore, ces deux abominables massacres inauguraient pour l'humanité toute entière une infâme prise d'otages qui dure toujours. Car dès 1949, c'était au tour de l'URSS de posséder l'engin de mort. Chaque année a vu depuis 1945 le nombre d'armes atomiques et leur puissance croître. Ainsi, dès 1962, la bourgeoisie russe testait une bombe de 58 mégatonnes soit près de 4000 fois la puissance de celle d'Hiroshima. Enfin, dans le même temps, la liste des pays détenteurs de cette arme n'a cessé elle aussi de s'allonger, multipliant d'autant les risques d'une conflagration mondiale.

Plus que jamais, l'anniversaire d'Hiroshima souligne toute la folie, toute l'aberration que représente pour l'humanité le maintien du capitalisme. Plus que jamais cette sinistre commémoration met à l'ordre du jour le renversement par le prolétariat de ce monde terrifiant qui suspend au-dessus de toutes nos têtes une épée de Damoclès aussi effroyable.

Arkadi

AVIS AUX LECTEURS

Nous demandons à nos lecteurs de bien vouloir nous excuser pour nos changements d'adresse successifs. Suite à des questions techniques, nous ne possédons pas encore de boîte postale définitive.

Tout le courrier envoyé au cours du mois de juillet et d'août risque d'avoir été perdu, il faut donc nous réexpédier un double à l'adresse suivante :

Révolution Internationale
Librairie "La Boulangerie"
67 rue de Bagnex -
92120 Montrouge.

Nous indiquerons très bientôt notre adresse définitive. C'est pourquoi, nous demandons aux lecteurs d'être attentifs aux indications que nous fournirons dans nos prochains numéros du journal.

Il en est de même pour le libellé du C.C.P. et pour l'instant nous demandons d'envoyer les chèques rédigés avec la seule mention : à l'ordre de Didier Van Celst.

Lisez la Revue Internationale

Courant Communiste International

Revue Internationale / 82

3ème trimestre 1995 15ff / 100 fb

Editorial

PLUS LES PUISSANCES PARLENT DE PAIX,
PLUS ELLES SÈMENT LA GUERRE

XI^e Congrès du CCI
LE COMBAT POUR LA DÉFENSE
ET LA CONSTRUCTION DE L'ORGANISATION
RÉSOLUTION
SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

Révolution allemande (II)
LES DÉBUTS DE LA RÉVOLUTION

Réponse au BIPR
LA NATURE
DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE

APPEL A LA SOUSCRIPTION

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi par des souscriptions. Nous poursuivons l'appel lancé en mai 1985 pour le soutien à notre presse et à notre intervention.

Pour une souscription minimum de 50F (le préciser clairement dans le courrier qui nous est envoyé), nous enverrons 10 anciens numéros de « RI » ou 5 de la « Revue Internationale », ou des numéros encore disponibles du « Bulletin d'Etudes et de Discussions ».

SOUSCRIPTIONS

Lyon : Réunion publique du 13 mai : Jér. : 300 ; Paul : 20 ; Loïc : 20. Réunion publique du 1er juillet : Ja : 300 ; Jér. : 300 ; Loïc : 30.

Nantes : Réunion publique du 20 mai : Aboulafia : 100 ; J.R. : 400 ; Nicolas : 50. Réunion publique du 18 juin : Romain : 250 ; Julie : 250 ; Aboulafia : 80 ; G. : 300.

Toulouse : Réunion publique du 23 juin : Mi : 50 ; DE : 200 ; Ros : 100 ; Dan : 100 ; Ric : 50 ; Ro : 50 ; Mo : 100 ; Fel : 30 ; Pat : 44. Réunion publique du 28 juillet : J : 192 ; GR : 135 ; AM : 60 ; R : 50 ; D : 13.

Tours : Permanence du 29 avril : CL : 55. Réunion publique du 13 mai : G : 200 ; H : 250. Réunion publique du 24 juin : BC : 50.

Total : 4129

DISTRIBUÉ PAR LES N.M.P.P.

Imprimerie G. Tautin - 9, cité Beaumais 75011

Directeur de la publication : D. Van Celst
Numéro de Commission paritaire : 54267

REUNIONS PUBLIQUES ET PERMANENCES

La section du CCI en France organise régulièrement des **réunions publiques** et des **permanences** dans plusieurs villes.

Dans une période où les forces révolutionnaires sont éparpillées, où la discussion, la réflexion politique par un bref exposé de notre organisation, dans les **permanences**, le débat se développe à partir des questions et préoccupations des participants (actualité, histoire du mouvement ouvrier, approfondissement des positions politiques...).

SUR LE THEME :

Ex-Yougoslavie : les grandes puissances sont les vrais responsables de la guerre

LILLE

Permanence le samedi 16 septembre 1995 à 14 h 30, à la MNE, 23, rue Gosselet.

Vente de la presse les dimanches 10 septembre et 1er et 15 octobre de 11h à 12h au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins, angle de la rue Racine. De plus, le CCI diffusera sa presse le dimanche 3 septembre, à l'occasion de la braderie de Lille.

LYON

Réunion publique le samedi 30 septembre à 15 h au C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

Permanence le vendredi 1er septembre à 20h30, brasserie "Paulaner", rue de la Barre, métro Bellecour.

Vente de la presse au métro Saxe-Gambetta, les vendredis 28 juillet et 1er septembre/le 3^e vendredi de chaque mois de 17 h 30 à 18 h 30.

MARSEILLE

Réunion publique le samedi 30 septembre à 20h30. Rendez-vous à partir de 20h15 à la sortie du M^o Chartreux.

Permanence le mardi 5 septembre de 18 h 30 à 19 h 30 au bar-tabac « La Comète », cours Jean-Ballard (M^o Vieux-Port).

Vente de la presse le samedi 16 septembre de 11h à 12h au marché de la Plaine, face à la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

NANTES

Réunion publique le samedi 23 septembre à 17 h à la salle de la Fraternité, 3, rue de l'Amiral-Duchaffault (quartier Mellinet).

Permanence les vendredis 8 septembre et 6 octobre à 20h30, à la même adresse.

Vente de la presse tous les deuxièmes mardis du mois, à la station du tramway, place du commerce, de 17h15 à 18h.

PARIS

Réunion publique le samedi 16 septembre à 17 h, au 27, avenue de Choisy, M^o Porte-de-Choisy.

Permanence les samedis 2 septembre et 14 et 28 octobre de 18h à 20h à la même adresse. **Vente de la presse** au marché de St-Denis (M^o St-Denis-Basilique), le 2^e dimanche du mois, à partir de 11 h 30.

TOULOUSE

Réunion publique le vendredi 22 septembre à 21h. Rendez-

vous sur la place de l'église de la Fourguette, route de Seysses, Toulouse.

Permanence les vendredis 1er septembre, 15 septembre et 6 octobre à 18 h 30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », avenue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

Vente de la presse les dimanches 10 et 17 septembre de 10h30 à 12h, au marché aux Pucés (place St-Sernin).

TOURS

Permanence le samedi 16 septembre à 17 h au café-hôtel « Le Bordeaux », boulevard Heurteloup.

Vente de la presse tous les deuxièmes samedis du mois de 10h30 à 11h30, au marché de St-Pierre-des-corps, place de la Mairie.

APPEL AUX LECTEURS

La gravité de la situation historique présente de décomposition accélérée du capitalisme exige une intervention accrue des révolutionnaires. C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour

d'eux, les comptes-rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion. Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

QUELQUES LIBRAIRIES OU L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

ANGERS :

« Contact » - rue Lepneveu

BORDEAUX :

« Le Roi Lire » - rue S^c-Catherine

BREST :

« Maison de la Presse » - 64, rue Jean-Jaurès

CLERMONT-FERRAND :

« Le Papyvire » - 3, rue de l'Ente

Librairie « Jean-Rome » - 1, rue des Gras

« Maison de la Presse » - place de Jaude

DIEPPE :

« Maison de la Presse » - 102, Grande-Rue

DUNKERQUE :

« Maison de la Presse » - 34, rue Poincaré

GRENOBLE :

« Le Sphynx » - 6, rue Brocherie

« L'encre sympathique » - 6, rue Saint-Laurent

LAVAL :

« Point presse » - Centre

Cst La-Mayenne

« Maison de la Presse » -

place de La-Trémoille

LEHAVRE :

« Presse des Halles » - 27, place des Halles-Centrales

LILLE :

« Galerie » - 57, rue de Béthune

Café-restaurant « Le Rainbow » - 17, rue du M^o-de-Lattre-de-Tassigny

« Le Comte de Monte-Cristo » - Centre commercial V2, n^o 84, Villeneuve-d'Ascq

LYON :

« La Gryphe » - 5, rue Sébastien-Gryphe (7^e)

« La Phile » - 15, rue Childebert (2^e)

MARSEILLE :

« Odeur du Temps » - 35, rue Pavillon (1^{er})

« Librairie des 2 Mondes » - 52, rue des Trois-Mages (6^e)

« Kiosque de la Presse » - 56, bd de Strasbourg (face aux Douanes)

MELUN :

« La Porte Ouverte » - 19, rue du G^o-de-Gaulle

MONTAUBAN :

« Maison de la Presse » -

rue de la République

MONTPELLIER :

Librairie « Sauramps-Le Triangle » - Allée J.-Milhaud

NANTES :

« Vent d'Ouest » - 5, pl. du Bon-Pasteur

« Lanoë » - 2, rue de Verdun

« Librairie des Boulevards » - 20, bd des Anglais

NICE :

« Le Temps de Vivre » - 50, bd de la Madeleine

ORLÈANS :

« Temps Modernes » - rue N-D-de-la-Délivrance

PARIS :

« L'Herbe Rouge » - 1 bis, rue d'Alésia (14^e)

« FNAC » - Forum des Halles

« La Boulangerie » - 67, rue

de Bagnex (Montrouge)

SAINT-ETIENNE :

« Librairie de Paris » - rue Michel-Rondet

« Utopia » - rue Pierre-Berard

SAINT-NAZAIRE :

« Le Temps de Vivre » - 71, rue Jean-Jaurès

TOULON :

« Hall de Presse » - bd M^o-Leclerc

TOULOUSE :

« Toulouse Presse » - 60, rue Bayard

« FNAC » - 81, bd Carnot

« Les Arcades » - place du Capitole

TOURS :

« Librairie » - 104, rue Colbert.

Nous ne déposons plus la presse à la Librairie "Parallèle" à Paris. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs qui s'y fournissaient jusque là et nous les encourageons à s'abonner directement auprès de la rédaction du journal. Nous communiquerons très rapidement d'autres points de ventes dans le quartier.

PUBLICATIONS DU CCI

Ecrire les adresses comme suit,
sans nom de la publication :

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258
Valencia 46080 - ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 1134, 1000 Bruxelles 1 - BELGIQUE

INTERNATIONALISM

P.O. Box 288 New York
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674 Caracas 1020-A - VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031 Stockholm - SUEDE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

WERELD REVOLUTIE

WR Postbus 11549
1001 GM Amsterdam - HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869,
London WC1N 3XX - GRANDE-BRETAGNE

WELTREVOLUTION

Postfach 410308 50863 Köln
Allemagne

REVOLUCION MUNDIAL (Mexique)

Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600
Distrito Federal, Mexico, MEXIQUE

COMMUNIST INTERNATIONALIST (Inde) (publication en langue Hindi)

Ecrire à l'adresse de World Revolution,
avec la mention : W.R./C.I.

BROCHURES

La décadence du capitalisme (15 F + 8F/18F pour frais d'envoi)

Les syndicats contre la classe ouvrière (15 F + 8 F/18F)

Nation ou classe (15 F + 8 F/18F)

Le trotskysme contre la classe ouvrière (30 F + 8 F/18F)

Plate-forme et Manifeste du C.C.I. (15 F + 8F/18F)

Organisation communiste et conscience de classe (15 F + 8 F/18F)

L'Etat dans la période de transition (20 F + 8 F/18F)

Bilan de la lutte des infirmières (octobre 88) (10 F + 8 F/18F)

Guerre du Golfe (15 F + 8 F/18F)

La Gauche communiste d'Italie (80 F + 21F/33F)

La Gauche hollandaise (120 F + 21 F/33F)

L'effondrement du stalinisme (20 F + 8 F/18F)

La Révolution russe (nouvelle édition) (15 F + 8 F/18F)

ABONNEMENTS

ABONNEMENT SIMPLE

(12 numéros du journal) : FRANCE : 100 F - ETRANGER : 100 F - PAR AVION : 120 F

ABONNEMENT SIMPLE

(4 numéros de la Revue internationale) : FRANCE : 75 F - ETRANGER : 75 F - PAR AVION : 90 F

ABONNEMENT COUPLÉ

(journal + revue) : FRANCE : 170 F - ETRANGER : 170 F - PAR AVION : 210 F

ABONNEMENT DIFFUSEUR

Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre presse autour d'eux, nous proposons les modalités suivantes :
- RI : abonnement à 3 : 240 F, à 5 : 400 F.
- Revue internationale : abonnement à 2 : 145 F, à 3 : 250 F.
Ecrivez-nous pour mettre au point d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de D. Van Celst à adresser pour le moment à l'adresse suivante :

Revolution Internationale
Librairie "La Boulangerie"
67 rue de Bagnex -
92120 Montrouge.

LE COMBAT PERMANENT

DES RÉVOLUTIONNAIRES CONTRE LA GUERRE

Il y a 80 ans, la conférence de Zimmerwald

Il y a 80 ans, au mois de septembre 1915, se tenait à Zimmerwald la première conférence socialiste internationale, à peine plus d'un an après le début de la Première Guerre mondiale. Revenir sur cet événement, ce n'est pas seulement réouvrir une page d'histoire du mouvement ouvrier, mais raviver la mémoire ouvrière sur la signification centrale et toujours valable de cette conférence : la lutte du prolétariat est de façon indéfectible et intrinsèquement liée à une lutte contre son exploitation et contre la guerre pour abattre le capitalisme, et, dans ce cadre, la responsabilité des révolutionnaires est vitale pour orienter cette lutte vers sa perspective révolutionnaire. La multiplication des conflits guerriers, la propagande guerrière des grandes puissances impérialistes et leurs appétits concurrents et mortifères inondent la planète d'une barbarie toujours plus féroce. C'est en ce sens que « l'esprit » et les enseignements de Zimmerwald sont pour le prolétariat d'une brûlante actualité.

L'entrée en guerre, l'impact sur le prolétariat et les organisations ouvrières

Zimmerwald a été la première réaction prolétarienne face au carnage de la première boucherie mondiale, et son écho grandissant a rendu espoir aux millions d'ouvriers submergés par les horreurs sanglantes de la guerre. L'entrée en guerre le 4 août 1914 est une catastrophe sans précédent pour le mouvement ouvrier. En effet, parallèlement à un matraquage idéologique nationaliste intense de la part de la bourgeoisie, l'élément décisif qui va l'entraîner dans cette tuerie ignoble est la félonie des principaux partis ouvriers sociaux-démocrates. Leurs fractions parlementaires votent les crédits de guerre au nom de l'Union Sacrée, poussant les masses ouvrières à s'entretenir pour les intérêts des puissances impérialistes dans une hystérie chauvine des plus abjectes. Les syndicats eux-mêmes déclarent toute grève interdite dès le début de la guerre. Ce qui avait été la fierté de la classe ouvrière, la IIe Internationale, se consume dans les flammes de la guerre mondiale, après le ralliement infâme de ses partis les plus importants, le Parti Socialiste français et surtout le Parti Social-Démocrate

Allemand. Bien que gangrénée par le réformisme et l'opportunisme, la IIe Internationale, sous l'impulsion de ses minorités révolutionnaires, la Gauche Allemande et les Bolchéviks notamment s'étaient très tôt prononcés contre les préparatifs guerriers et la menace de guerre. Ainsi, en 1907, au Congrès de Stuttgart, confirmée au Congrès de Bâle en 1912 et jusqu'aux derniers jours de juillet 1914, elle s'était élevée contre la propagande guerrière et les visées militaristes de la classe dominante. Ainsi plusieurs décennies de travail et d'effort sont anéanties d'un seul coup. Mais, restée fidèle et intrinsèque sur le principe de l'internationalisme prolétarien, la minorité révolutionnaire ayant combattu des années durant l'opportunisme au sein de la IIe Internationale et de ses partis, va résister et mener le combat :

- en Allemagne, le groupe « Die Internationale » constitué de fait en août 1914 autour de Luxembourg et Liebknecht, les « Lichtsrahlen », la gauche de Brême ;
- en Russie et dans l'émigration, les Bolchéviks ;
- en Hollande le Parti Tribuniste de Gorter et Pannekoek ;
- en France, une partie du syndicalisme révolutionnaire autour de Rosmer et Monatte ;
- en Pologne, le SDKPIL, etc.

Un autre courant, hésitant, centriste, va également se développer, oscillant entre une attitude d'appel à la révolution et une position pacifiste (les Menchéviks, le groupe de Martov, le Parti Socialiste italien), et dont certains vont chercher à renouer avec les traîtres social-chauvins. C'est donc progressivement dans la confrontation que le mouvement révolutionnaire va initier la lutte contre la guerre impérialiste, préparer les conditions de la scission inévitable au sein des partis socialistes et la formation d'une nouvelle Internationale.

La conférence de Zimmerwald

La tâche primordiale de l'heure est donc de favoriser le regroupement international des révolutionnaires, et aussitôt des contacts sont pris entre les différents internationalistes ayant rompu avec le social-patriotisme. La lutte contre la guerre est impulsée, en Allemagne en tout premier lieu, où le 2

décembre, Liebknecht est le seul à voter ouvertement contre les crédits de guerre, imité dans les mois qui suivent par d'autres députés. L'activité de la classe ouvrière contre la guerre se développe, à la base des partis ouvriers mais aussi dans les usines et dans la rue. La réalité hideuse de la guerre avec son hécatombe de morts, de mutilés sur le front, le développement de la misère à l'arrière, vont désiller les yeux de plus en plus d'ouvriers et les sortir des brumes de l'ivresse nationaliste. En Allemagne, dès mars 1915, se produit la première manifestation contre la guerre de femmes mobilisées dans la production d'armement. En octobre, des affrontements sanglants entre la police et des manifestants ont lieu. En novembre de la même année, près de 15 000 personnes défilent à encore contre la guerre à Berlin. Des mouvements de la classe apparaissent aussi dans d'autres pays, en Autriche, en Grande-Bretagne, en France. Cette renaissance de la lutte de classe, alliée à l'activité des révolutionnaires qui, dans des conditions très dangereuses, distribuent du matériel de propagande contre la guerre, va accélérer la tenue de la Conférence de Zimmerwald (près de Berne) où, du 5 au 8 septembre 1915, 37 délégués de 12 pays européens se réunissent. Cette Conférence va symboliser le réveil du prolétariat international, jusqu'alors traumatisé par le choc de la guerre et être une étape décisive sur le chemin menant à la révolution russe et la fondation de la IIIe Internationale. Le Manifeste qui en sort est le fruit d'un compromis entre les différentes tendances. En effet, les Centristes se prononcent pour mettre fin à la guerre dans une optique pacifiste mais sans faire référence à la nécessité de la révolution ; ils s'opposent durement à la Gauche, représentée par le groupe « Die Internationale », les ISD et les Bolchéviks, qui fait du lien entre guerre et révolution la question centrale. Lénine critique très fermement ce ton pacifiste et l'absence des moyens pour combattre la guerre qui transparait dans le Manifeste : « *Le mot d'ordre de la paix n'a par lui-même absolument rien de révolutionnaire. Il ne prend un caractère révolutionnaire qu'à partir du moment où il s'adjoint à notre argumentation pour une tactique révolutionnaire, quand il s'accompagne d'un appel à la révolution, d'une*

protestation révolutionnaire contre le gouvernement du pays dont on est citoyen, contre les impérialistes de la patrie à laquelle on appartient. » (1) En d'autres termes, le seul mot d'ordre de l'époque impérialiste est : « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». Malgré ces faiblesses, la Gauche, sans abandonner les critiques, considère ce Manifeste « *comme un pas en avant, vers la lutte réelle avec l'opportunisme, vers la rupture et la scission* » (1) Ce Manifeste de Zimmerwald va cependant connaître un énorme retentissement dans la classe ouvrière et parmi les soldats. Avec la poursuite d'une forte reprise de la lutte de classe internationale, la lutte sans concession de la gauche pour opérer un clivage dans les rangs centristes, la deuxième Conférence internationale à Kienthal en mars 1916, s'orienta nettement plus à gauche et marqua une nette rupture avec la phraséologie pacifiste. L'élargissement considérable de la lutte de classe pendant l'année 1917 en Allemagne, en Italie et surtout l'éclatement de la Révolution russe, premier pas vers la révolution mondiale, allaient rendre caduc le mouvement de Zimmerwald qui avait épuisé toutes ses potentialités. Désormais la seule perspective était la création de la nouvelle Internationale qui, tenant compte de la lente maturation de la conscience révolutionnaire, la formation de partis communistes conséquents et l'attente du surgissement d'une révolution en Allemagne, allait se faire un an et demi plus tard en 1919.

Ainsi, malgré ses faiblesses, le Mouvement de Zimmerwald a eu une importance décisive dans l'histoire du mouvement révolutionnaire : symbole de l'internationalisme prolétarien, bannière du prolétariat dans sa lutte contre la guerre et pour la révolution. Il a véritablement représenté un pont entre la IIe et la IIIe Internationale.

Les enseignements pour aujourd'hui

Une des grandes leçons de Zimmerwald, toujours valable pour notre époque d'exacerbation inouïe des tensions et conflits impérialistes, doit être la réaffirmation de l'importance de la question de la guerre pour le prolétariat. Au même titre que son combat contre l'exploitation, le combat contre

la guerre, contre les menées guerrières de la bourgeoisie, est partie intégrante de sa lutte de classe. L'histoire du mouvement ouvrier démontre que la classe ouvrière a toujours considéré la guerre comme une calamité dont elle est systématiquement la première victime. La guerre n'est pas un phénomène aberrant dans le capitalisme et d'autant plus dans sa période de décadence. Elle fait partie de son fonctionnement et est devenue un aspect permanent de son mode de vie. L'illusion réformiste d'un capitalisme possible sans guerre est mortelle pour le prolétariat. Englué dans ses contradictions, dans une crise économique qui n'a pas d'issue du fait de la saturation des marchés solvables au niveau mondial, les différentes fractions nationales de la bourgeoisie ne peuvent que s'entredéchirer pour conserver leur part de gâteau, s'appropriant celle des autres ou gagner des positions stratégiques nécessaires à leur domination. C'est en ce sens que prétendre qu'on peut lutter pour une amélioration de ses conditions de vie ou pour la paix en soi, SANS TOUCHER AUX FONDEMENTS DU POUVOIR CAPITALISTE, est une mystification, une impossibilité. Sans perspective de lutte massive politique, révolutionnaire de la classe ouvrière, il n'y a pas de véritable lutte contre la guerre capitaliste. Le pacifisme est une idéologie réactionnaire utilisée pour canaliser le mécontentement et la révolte du prolétariat provoqués par la guerre afin de le réduire à l'impuissance. De même, pour les prolétaires, tomber dans le piège de la défense de la démocratie bourgeoise en faisant cause commune avec ses exploiteurs en adhérant aux campagnes bellicistes de la classe dominante qui tente de le faire aujourd'hui à propos de l'ex-Yougoslavie, c'est se soumettre pieds et poings liés à toujours plus de barbarie, à la dynamique guerrière du capitalisme en décomposition qui, de guerre « locale » en guerre « locale » finira par mettre en péril la survie même de l'humanité. La lutte de la classe ouvrière pour ses intérêts propres, en vue du bouleversement de cette société pour le communisme est la seule lutte possible contre la guerre.

SB

(1) Lénine, « Contre le Courant », tome 1.

NOS POSITIONS

* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

* Depuis le début du XX^e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe

ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'organiser la classe ouvrière ni de « prendre le pouvoir »

en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1884-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III^e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne